



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DES FINANCES ET
DU BUDGET

**Comité de la Balance des
Paiements**

**BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE
AU TITRE DE L'ANNÉE 2024**

DECEMBRE 2025



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère des Finances et du Budget
Comité de la Balance des Paiements

**BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE
AU TITRE DE L'ANNÉE 2024**

SENEGAL

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2024. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE

Avant-propos	i
Sommaire	ii
Liste des sigles et acronymes	iii
Liste des tableaux	v
Liste des encadrés	vi
Liste des graphiques	vii
Évolutions récentes de la balance des paiements	viii
Balance des paiements (Optique BCEAO).....	ix
Balance des Paiements (Résumé).....	x
Position extérieure globale nette.....	xi
Résumé analytique.....	xii
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	4
I.1 – Balance commerciale	6
1-1-1 – Exportations de biens	9
1-1-2 – Importations de biens	14
I.2 - Balance des services	21
1-2-1 – Transports	21
1-2-2 – Voyages	22
1-2-3 – Autres services	22
I.3 - Compte de revenu primaire	23
I.4 - Compte de revenu secondaire	24
II - COMPTE DE CAPITAL	26
III - COMPTE FINANCIER	27
IV - CAPITAUX MONETAIRES	30
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	30
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale	30
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG).....	31
CONCLUSION	32
ANNEXES	33

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

AEN :	Actifs Extérieurs Nets
AID :	Autres Institutions de Dépôts
AFD :	Agence Française de Développement
ANSD :	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCE :	Banque Centrale Européenne
BEAC :	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
BM	Banque Mondiale
BRT :	Bus Rapid Transit
CAF :	Coût, Assurance et Fret
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGCSO :	Direction Générale du Contrôle et de la Surveillance des Opérations
CEMAC :	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGPPE :	Direction Générale de la Planification et des Politiques Économiques
DTS :	Droits de Tirages Spéciaux
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED :	Réserve Fédérale des Etats-Unis
FMI :	Fonds Monétaire International
FOB :	Free on bord (valeur d'une marchandise, frais de transport et d'assurance non compris)
GTA :	Grand Tortue Ahmeyim

IDE :	Investissements Directs Étrangers
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
PED :	Pays Émergents et en Développement
PEG :	Position Extérieure Globale
PEGN :	Position Extérieure Globale Nette
PIB :	Produit Intérieur Brut
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
M :	Importations
X :	Exportations
Sr :	Secteur

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes.....	4
Tableau 2.	Compte des biens	7
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales.....	10
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	11
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées	14
Tableau 6.	Orientation géographique des importations de marchandises générales.....	16
Tableau 7.	Evolution des importations (CAF) de marchandises générales	17
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées	19
Tableau 9.	Evolution des principaux soldes de la balance des services	21
Tableau 10.	Evolution du solde des services de transports	21
Tableau 11.	Evolution du poste voyage	22
Tableau 12.	Evolution du solde des autres services	22
Tableau 13.	Evolution des soldes du compte de revenu primaire.....	23
Tableau 14.	Evolution des revenus secondaires	24
Tableau 15.	Evolution du compte de capital	26
Tableau 16.	Evolution du compte financier	27
Tableau 17.	Evolution du passif net des investissements de portefeuille	28
Tableau 18.	Evolution du passif net des autres investissements.....	29
Tableau 19.	Evolution du stock des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	30
Tableau 20.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	30

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 :	Environnement économique international en 2024	3
Encadré 2 :	Améliorer la balance commerciale : Etude sur l'anacarde et le blé.....	5
Encadré 3 :	Le contenu local: le pétrole, un vecteur de souveraineté et de transformation économique.....	8
Encadré 4 :	Ajustement des données du commerce extérieur	20

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Taux de croissance du PIB réel du Sénégal	1
Graphique 2.	Evolution du compte courant	4
Graphique 3.	Poids de l'anacarde dans les exportations	5
Graphique 4.	Evolution des exportations de l'anacarde.....	5
Graphique 5.	Evolution du commerce extérieur de blé.....	6
Graphique 6.	Evolution de la balance commerciale.....	6
Graphique 7.	Soldes commerciaux bilatéraux	6
Graphique 8.	Exportations de produits arachidières	11
Graphique 9.	Exportations de produits horticoles	12
Graphique 10.	Exportations de produits halieutiques	12
Graphique 11.	Exportations d'or non monétaire	12
Graphique 12.	Evolution des volumes exportés de produits chimiques	13
Graphique 13.	Exportations de produits pétroliers	13
Graphique 14.	Exportations de la production de Sangomar par zone géographique	13
Graphique 15.	Importations de produits pétroliers	17
Graphique 16.	Importations de produits alimentaires	17
Graphique 17.	Importations de biens d'équipement	18
Graphique 18.	Répartition des transferts des migrants par canal de transmission	24
Graphique 19.	Evolution des transferts des migrants	24
Graphique 20.	Transferts rapides de fonds par zone géographique et par canal de transmission	25
Graphique 21.	Transferts en capital de l'Etat par bailleurs de fonds	26
Graphique 22.	Structure des instruments de dette (IDE) mobilisés par le secteur privé	28
Graphique 23.	Evolution des instruments de dette (IDE) mobilisés par le secteur privé	28
Graphique 24.	Evolution de la PEGN	32
Graphique 25.	Composition de la PEGN	32
Graphique 26.	La PEGN par secteurs institutionnels	32

Evolution récente de la balance des paiements

(en milliards de FCFA)

	Poste	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1	Compte des transactions courantes	-1 112,0	-1 532,4	-1 845,1	-3 457,1	-3 683,0	-2 244,7
1.A	Biens et services	-1 953,5	-2 626,9	-3 048,8	-4 540,8	-4 811,0	-3 424,7
1.A.a	Biens	-1 687,6	-1 609,7	-1 662,5	-3 010,1	-3 227,3	-2 382,8
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-2 110,7	-2 085,8	-2 270,2	-3 663,9	-3 826,7	-3 037,7
1.A.a.1.1	<i>Dont réexportations</i>	18,1	23,7	28,2	40,1	42,7	44,4
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	3,4	3,2	3,5	3,9	3,6	4,1
1.A.a.3	Or non monétaire	419,7	472,9	604,2	649,9	595,9	650,8
1.A.b	Services	-265,9	-1 017,2	-1 386,4	-1 530,6	-1 583,7	-1 041,9
1.A.b.3	Transport	-453,1	-393,6	-610,3	-744,0	-658,0	-745,1
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	-417,1	-403,4	-590,2	-712,6	-610,6	-684,7
1.A.b.4	Voyages	200,3	41,8	120,9	231,4	241,7	249,4
1.A.b.4.0	<i>Autres services</i>	-13,2	-665,4	-897,0	-1 017,9	-1 167,4	-546,2
1.B	Revenu primaire	-383,8	-340,9	-367,6	-558,3	-690,1	-1 096,8
1.B.1	Rémunération des salariés	69,1	73,9	75,5	94,8	118,5	127,4
1.B.2	Revenus des investissements	-460,9	-422,7	-452,3	-663,2	-819,7	-1 236,2
1.C	Revenu secondaire	1 225,3	1 435,4	1 571,4	1 642,0	1 818,1	2 276,9
1.C.1	Administrations Publiques	-11,8	168,0	-11,5	-26,4	16,5	-53,4
1.C.2	Autres secteurs	1 237,1	1 267,5	1 582,9	1 668,4	1 801,6	2 330,3
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	1 086,8	1 123,2	1 420,5	1 553,1	1 657,2	2 139,8
2	Compte capital	216,6	138,9	122,3	123,1	165,6	186,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-3,1	-3,1	-4,0	-4,1	-3,1	-3,2
2.2	Transferts en capital	219,7	142,0	126,3	127,2	168,7	189,9
2.2.1	Administration Publique	207,9	129,8	113,5	131,9	114,0	128,0
2.2.2	Autres secteurs	11,8	12,2	12,8	-4,7	54,7	61,9
3	Compte financier	-1 040,9	-1 298,6	-1 862,9	-3 286,0	-3 630,8	-2 139,9
3.1	Investissements directs	-582,6	-1 005,2	-1 406,5	-1 783,1	-2 862,6	-1 963,1
3.2	Investissements de portefeuille	-60,7	-298,8	-562,2	-528,3	-89,3	-395,9
3.3	Dérivés financiers	-4,0	-3,0	-2,0	-1,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-393,5	8,4	107,9	-973,7	-679,0	219,2
4	Erreurs et omissions	5,1	6,4	6,4	-5,7	6,8	7,1
5	Solde global	146,5	-91,5	144,5	-54,6	120,2	89,0
	Ecart d'évaluation	-43,4	-42,4	-41,4	-40,4	-39,4	-38,4
6	Avoirs et engagements	-189,9	49,0	-186,0	14,2	-159,6	-127,4
6.1	Banque centrale	-254,2	343,3	-139,0	280,2	62,9	-276,4
6.2	Autres institutions de dépôts	151,2	-209,4	35,9	-185,1	-143,7	225,8

Source : BCEAO

Balance des paiements (Optique BCEAO)

(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	8 225,6	10 470,3	-2 244,7
1.A	Biens et services	5 056,5	8 481,2	-3 424,7
1.A.a	Biens	4 060,8	6 443,6	-2 382,8
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	3 405,3	6 443,0	-3 037,7
1.A.a.1.1	Dont réexportations	44,4	0,0	44,4
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	4,1	0,0	4,1
1.A.a.3	Or non monétaire	651,4	0,6	650,8
1.A.b	Services	995,7	2 037,6	-1 041,9
1.A.b.3	Transport	128,0	873,1	-745,1
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	60,7	745,4	-684,7
1.A.b.4	Voyages	370,2	120,8	249,4
1.A.b.4.0	Autres services	497,6	1 043,8	-546,2
1.B	Revenu primaire	531,5	1 628,4	-1 096,8
1.B.1	Rémunération des salariés	148,7	21,3	127,4
1.B.2	Revenus des investissements	370,4	1 606,6	-1 236,2
1.C	Revenu secondaire	2 637,6	360,7	2 276,9
1.C.1	Administrations Publiques	30,3	83,7	-53,4
1.C.2	Autres secteurs	2 607,2	276,9	2 330,3
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	2 340,2	200,4	2 139,8
2	Compte capital	207,6	20,9	186,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	3,2	-3,2
2.2	Transferts en capital	207,6	17,7	189,9
2.2.1	Administration Publique	128,0	0,0	128,0
2.2.2	Autres secteurs	79,6	17,7	61,9
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	1 391,9	3 531,8	-2 139,9
3.1	Investissements directs	49,1	2 012,3	-1 963,1
3.2	Investissements de portefeuille	15,9	411,8	-395,9
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	1 326,9	1 107,7	219,2
4	Erreurs et omissions	-7 141,6	-7 148,6	7,1
5	Solde global	-100,3	-189,3	89,0
6	Réévaluation	4,2	16,0	-11,8
7	Avoirs et engagements	96,1	173,3	-77,2
7.1	Banque centrale	-2,0	301,0	-303,0
7.2	Autres institutions de dépôts	98,1	-127,7	225,8

Source : BCEAO

Balance des paiements (Résumé)

(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	8 225,6	10 470,3	-2 244,7
1.A	Biens et services	5 056,5	8 481,2	-3 424,7
1.A.a	Biens	4 060,8	6 443,6	-2 382,8
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	3 405,3	6 443,0	-3 037,7
1.A.a.1.1	Dont réexportations	44,4	0,0	44,4
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	4,1	0,0	4,1
1.A.a.3	Or non monétaire	651,4	0,6	650,8
1.A.b	Services	995,7	2 037,6	-1 041,9
1.A.b.3	Transport	128,0	873,1	-745,1
1.A.b.3.0	Dont fret	60,7	745,4	-684,7
1.A.b.4	Voyages	370,2	120,8	249,4
1.A.b.4.0	Autres services	497,6	1 043,8	-546,2
1.B	Revenu primaire	531,5	1 628,4	-1 096,8
1.B.1	Rémunération des salariés	148,7	21,3	127,4
1.B.2	Revenus des investissements	370,4	1 606,6	-1 236,2
1.C	Revenu secondaire	2 637,6	360,7	2 276,9
1.C.1	Administrations Publiques	30,3	83,7	-53,4
1.C.2	Autres secteurs	2 607,2	276,9	2 330,3
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	2 340,2	200,4	2 139,8
2	Compte capital	207,6	20,9	186,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	3,2	-3,2
2.2	Transferts en capital	207,6	17,7	189,9
2.2.1	Administration Publique	128,0	0,0	128,0
2.2.2	Autres secteurs	79,6	17,7	61,9
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	1 291,6	3 342,5	-2 050,9
3.1	Investissements directs	49,1	2 012,3	-1 963,1
3.2	Investissements de portefeuille	-39,6	411,8	-451,4
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	1 284,2	918,4	365,8
3.5	Avoirs de réserve	-2,2	0,0	-2,2
4	Erreurs et omissions	-7 141,6	-7 148,6	7,1

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Année 2023	Autres flux	Flux nets	Année 2024
A	Stock d'actifs financiers	9 123,2	4,2	1 291,6	10 419,0
1	Investissements directs	612,1	0,0	49,1	661,2
2	Investissements de portefeuille	1 746,9	0,0	-39,6	1 707,3
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	3 814,3	0,0	1 284,2	5 098,6
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	825,0	0,0	9,3	834,3
4.3	Prêts	716,7	0,0	100,1	816,8
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	2 033,5	0,0	1 160,5	3 194,0
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	239,1	0,0	14,3	253,4
5	Avoirs de réserve	2 949,9	4,2	-2,2	2 951,8
5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	249,6	3,2	-141,5	111,3
5.3	Position de réserve au FMI	28,9	1,0	20,4	50,3
5.4	Autres avoirs de réserve	2 671,4	0,0	118,9	2 790,3
B	Stock de passifs financiers	29 672,1	257,2	3 342,5	33 271,8
1	Investissements directs	10 331,2	0,0	2 012,3	12 343,5
2	Investissements de portefeuille	4 869,4	113,9	411,8	5 395,1
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	14 471,5	143,3	918,4	15 533,3
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	925,1	0,0	-28,3	896,9
4.3	Prêts	15 108,5	132,4	3 239,5	18 480,4
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	-1 116,8	0,0	-1 052,0	-2 168,8
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	-817,1	0,0	-1 240,8	-2 057,9
4.7	Droits de tirages spéciaux	371,8	10,9	0,0	382,7
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-20 548,9	-253,1	-2 050,9	-22 852,8

Source : BCEAO

Résumé analytique

1. En 2024, **l'économie mondiale** est restée résiliente, en dépit des tensions géopolitiques persistantes. Selon les estimations du Fonds Monétaire International, la croissance du Produit Mondial Brut réel est maintenue à 3,3% pour les années 2023 et 2024.
2. La croissance de la Zone Euro s'est relevée, passant de 0,5% en 2023 à 0,9% en 2024. Cette modeste performance traduit une plus forte consommation des ménages, au cours de la période sous revue. L'économie allemande s'est, pour sa part, assombrie à la suite des difficultés rencontrées dans le secteur manufacturier avec la forte chute des prix de l'immobilier. Aux Etats-Unis, la croissance a progressé de 2,8% en 2024 contre 2,9% en 2023, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire et des difficultés rencontrées sur le marché du travail impactant ainsi la demande globale.
3. Au niveau des pays émergents et en développement, la Chine a connu une décélération de sa croissance estimée à 5,0% en 2024 après 5,2% en 2023, en raison des faiblesses persistantes dans le secteur immobilier malgré la bonne tenue des exportations nettes. S'agissant de l'Inde, elle a enregistré un taux de croissance de 6,5%, tandis que le Brésil a vu son activité économique progresser de 3,4% en 2024. L'économie russe a poursuivi, quant à elle, son redressement avec une croissance de 4,3% en 2024 soutenue par la consommation privée du fait de la hausse des salaires.
4. En **Afrique Subsaharienne**, l'économie a enregistré une croissance vigoureuse de 4,1% en 2024 contre 3,6% en 2023, en dépit d'un environnement complexe marqué par de l'insécurité, des périodes de sécheresse et des pénuries d'électricité dans certaines régions.
5. Dans la zone **UEMOA**, l'activité économique est restée dynamique au cours de la période sous revue, avec un taux de croissance de 6,2% en 2024 contre 5,3% en 2023, attribuable à la bonne campagne agricole 2024/2025 et la montée en puissance de la production de pétrole brut.
6. La politique monétaire de la BCEAO est, quant à elle, restée prudente durant toute l'année 2024, en raison du niveau encore élevé des prix dans la sous-région (+3,5%), bien qu'une tendance baissière ait été amorcée. Elle a ainsi maintenu inchangés ses taux directeurs, afin d'assurer un financement approprié de l'économie.
7. Au **Sénégal**, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel a progressé de 6,1% contre 4,3% en 2023, tirée par le dynamisme du secteur secondaire (+18,7%), en liaison avec le démarrage de la production de pétrole et, dans une moindre mesure, par la consolidation du secteur tertiaire (+3,5%).
8. Les **comptes extérieurs** se sont considérablement améliorés, enregistrant une atténuation de 39,1% du déficit courant en 2024, pour se situer à 11,3% du PIB, sous l'effet de la réduction du déficit de la balance de biens et de services et du renforcement de l'excédent du revenu secondaire.
9. Le **déficit commercial** est passé de 3.227,3 milliards à 2.382,8 milliards, soit une diminution de 26,2%, dans un contexte du démarrage des ventes à l'extérieur de pétrole brut et de détente des prix internationaux des produits alimentaires et énergétiques.

10. La **balance des services**, structurellement déficitaire, s'est sensiblement atténuée en 2024, pour s'établir à 1.041,9 milliards contre 1.583,7 milliards en 2023, sous l'effet principalement de la baisse des importations des services techniques et de construction utilisées dans le cadre du projet pétrolier et gazier.
11. Le déficit du **compte de revenu primaire** a augmenté de 406,7 milliards en 2024, pour atteindre 1.096,8 milliards, en lien avec l'augmentation des intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée et la hausse des dividendes distribués, notamment dans les secteurs minier, pétrolier et manufacturier.
12. L'excédent du **compte de revenu secondaire** est ressorti à 2.276,9 milliards contre 1.818,1 milliards en 2023, du fait de l'apport soutenu des envois de fonds des migrants (+482,6 milliards). En revanche, les transferts courants au profit de l'Etat du Sénégal se sont inscrits en baisse au cours de la période sous-revue, en raison de l'absence d'aide budgétaire.
13. Le solde du **compte de capital** a progressé de 21,1 milliards en 2024, pour s'établir à 186,7 milliards contre 165,6 milliards un an plus tôt, à la suite de la consolidation des transferts en capital au profit des administrations publiques.
14. Le **besoin de financement** est ainsi passé de 3.517,4 milliards en 2023 à 2.058,0 milliards en 2024, résultant de la réduction du déficit du compte de biens (-844,5 milliards) et de la consolidation de l'excédent du compte de capital.
15. Les flux d'**Investissements Directs Etrangers (IDE)** ont connu un repli (1.963,1 milliards contre 2.862,6 milliards) en variation annuelle, en raison principalement du démarrage du remboursement de la dette contractée pour le financement du projet Sangomar, malgré une mobilisation observée dans les secteurs des télécommunications, minier, industriel et de la construction.
16. Le profil des **investissements de portefeuille** traduit la hausse des mobilisations effectuées par l'Etat du Sénégal sur le marché financier international.
17. Le **solde global** de la balance des paiements est ainsi ressorti excédentaire à 89,0 milliards après 120,2 milliards un an plus tôt, traduisant une hausse des actifs extérieurs nets de la BCEAO (+303,0 milliards). La position extérieure nette des autres institutions de dépôts s'est, pour sa part, repliée (-225,8 milliards) au cours de la période sous-revue.
18. La **Position Extérieure Globale Nette (PEGN)** est ressortie débitrice à 22.852,8 milliards contre 20.548,9 milliards l'année précédente, soit une dégradation de 2.303,9 milliards, reflétant une hausse des engagements (+3.599,8 milliards) plus prononcée que celle des avoirs (+1.295,8 milliards).

INTRODUCTION

L'économie mondiale a fait preuve de résilience en 2024, en dépit de l'intensification des tensions géopolitiques, notamment le conflit russo-ukrainien et la guerre au Moyen-Orient. Selon le rapport sur les perspectives de l'économie mondiale du FMI (édition octobre 2025), la croissance du Produit Mondial Brut réel s'est stabilisée à 3,3% en 2024, dans un contexte de reprise de la demande intérieure dans plusieurs économies avancées. L'inflation globale a, quant à elle, poursuivi sa décélération, pour s'établir à 5,6%, après 6,6% en 2023, sous l'effet combiné du resserrement des politiques monétaires engagées par la plupart des banques centrales, de la détente des cours internationaux des matières premières et de l'atténuation des tensions sur les chaînes d'approvisionnement.

En **Afrique subsaharienne**, l'activité économique s'est consolidée malgré un contexte marqué par des facteurs adverses tels que l'insécurité, les épisodes de sécheresse et les contraintes énergétiques. Le taux de croissance réelle de la région a ainsi progressé de 0,5 point pour s'établir à 4,1% en 2024, sous l'effet de la bonne tenue de la demande intérieure, malgré des tensions inflationnistes encore élevées (18,1% en 2024 contre 17,6% en 2023).

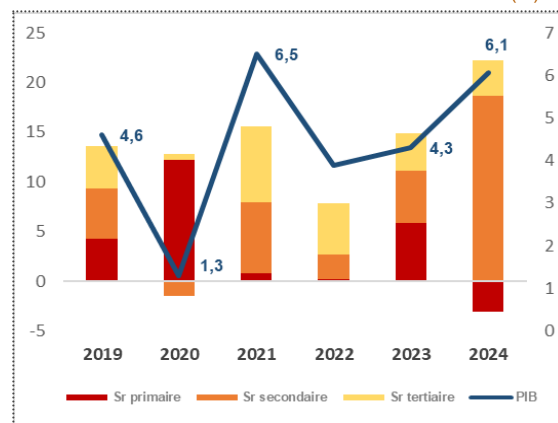
Dans la **zone UEMOA**, l'activité économique est demeurée vigoureuse au cours de la période sous revue, avec un taux de croissance de 6,2% en 2024, après 5,3% en 2023. Ce dynamisme reflète principalement les effets d'une bonne campagne agricole 2024/2025, soutenue par des conditions pluviométriques globalement favorables, et la montée en puissance de la production de pétrole brut dans la région.

L'inflation, bien qu'ayant amorcé une tendance baissière, est ressortie à 3,5% dans l'Union. Sous ces considérations, la **BCEAO** a maintenu inchangés ses taux

directeurs durant toute l'année 2024 pour assurer un financement approprié de l'économie. Ainsi, le taux minimum de soumission aux adjudications, le principal taux directeur et le taux du guichet de prêt marginal sont demeurés à 3,5% et 5,5% respectivement, niveaux en vigueur depuis le 16 décembre 2023.

Au **Sénégal**, l'activité économique s'est renforcée en 2024, dans un contexte marqué par des tensions liées au processus électoral en début d'année, une pause pluviométrique et des inondations ayant entraîné des pertes de production agricole dans le nord du pays.

Graphique 1 : Taux de croissance du PIB réel du Sénégal (%)



Source : DPEE

Le Produit Intérieur Brut (PIB) réel s'est toutefois accru de 6,1%, en amélioration de 1,8 points comparativement à 2023, reflétant la forte expansion du secteur secondaire (+18,7%), stimulée par la mise en production des gisements pétroliers. La croissance économique est également soutenue, dans une moindre mesure, par la consolidation du secteur tertiaire (+3,5%), en lien avec la bonne tenue des services marchands.

S'agissant des prix intérieurs, la tendance désinflationniste observée depuis l'année précédente s'est consolidée. Le taux d'inflation moyen s'est établi à 0,8% en

2024, après 5,9% en 2023, en lien avec le repli des prix des produits alimentaires importés et des mesures de politique monétaire adoptées au niveau régional.

Au titre des **comptes extérieurs**, le Sénégal a enregistré une amélioration sensible du déficit du compte courant (11,3% du PIB contre 19,8% en 2023), sous l'effet d'une atténuation du déficit de la balance des biens et services et du renforcement de l'excédent du compte de revenu secondaire.

Un tournant majeur s'amorce pour les comptes extérieurs du Sénégal, en raison du démarrage des exportations de pétrole brut issu de la production locale. Cette nouvelle source de revenus a significativement contribué à l'atténuation du solde du compte des transactions courantes et à la réduction du besoin de financement extérieur de l'économie sénégalaise.

Le **solde global** de la balance des paiements est ainsi ressorti excédentaire de 89,0 milliards en 2024 contre 120,2 milliards en 2023, traduisant une capacité de financement extérieur de l'économie sénégalaise.

Cet excédent est attribuable à une mobilisation accrue de capitaux extérieurs du secteur privé au-delà du besoin de financement de l'économie. Il en résulte un renforcement des actifs extérieurs nets du système bancaire, mais également une hausse des engagements extérieurs inscrits dans la position extérieure globale du pays.

Encadré 1 : Environnement économique international en 2024

Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le **Produit Mondial Brut** a connu une croissance de 3,3% en 2024, une évolution similaire qu'en 2023. L'activité mondiale reste résiliente au regard de l'intensification des tensions géopolitiques qui constitue des risques de dégradation pouvant durcir les politiques monétaires et engendrer une volatilité des marchés financiers.

La croissance de la Zone Euro s'est redressée, passant de 0,5% en 2023 à 0,9% en 2024. Cette modeste performance traduit une plus forte consommation des ménages, au cours de la période sous revue. Les difficultés rencontrées dans le secteur manufacturier avec la forte chute des prix de l'immobilier ont assombri l'économie allemande entraînant une baisse de son PIB (-0,5% contre -0,3% en 2023). Aux Etats-Unis, l'économie a progressé de 2,8% en 2024 contre 2,9% en 2023, un léger ralentissement causé par les répercussions du resserrement de la politique monétaire et les difficultés du marché du travail impactant ainsi la demande globale.

Le PIB de la Chine a progressé de 5,0% en 2024 après les 5,2% de 2023, en raison des faiblesses persistantes dans le secteur immobilier toutefois soutenu par les exportations nettes. Parmi les autres grandes économies émergentes, l'Inde a enregistré une croissance de 6,5%, tandis que l'activité économique du Brésil a évolué de 3,4%. L'économie russe s'est redressée, avec une croissance de 4,3% en 2024, soutenue par la consommation privée du fait de la hausse des salaires.

Le ralentissement de **l'inflation mondiale** se poursuit bien qu'elle demeure élevée dans plusieurs régions. Ainsi, l'indice des prix à la consommation mondiale a augmenté de 5,6% en 2024, en baisse par rapport à son niveau de 6,6% atteint en 2023. Dans les économies avancées, l'inflation est ressortie à +2,6% (contre 4,6% en 2023), tandis que dans les économies émergentes et en développement, elle s'est établie à +7,7% (contre 8,0% en 2023).

Dans ce contexte, les **principales banques centrales** ont adopté des orientations différentes dans la mise en œuvre de leur politique monétaire. La Banque Centrale Européenne (BCE) a poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire, en diminuant ses taux d'intérêt d'un total cumulé de 135 pnb. La Réserve Fédérale américaine (FED) a également baissé son taux directeur de 25 pnb effectué le 18 décembre 2024. La Banque d'Angleterre (BoE) a réduit son principal taux d'intérêt de 25 pnb à 4,75%, soulignant des signes d'un ralentissement de la progression des prix dans l'économie britannique. La Banque du Japon a laissé inchangé, sur la période récente, son taux d'intérêt directeur à court terme à 0,25%, après la hausse intervenue le 31 juillet 2024. La Banque populaire de Chine a procédé à une diminution de ses taux d'intérêt de référence de 25 pnb pour stimuler l'économie face à la faiblesse de la consommation et la crise dans le secteur immobilier. En Afrique du Sud, la Banque Centrale a baissé son taux d'intérêt directeur de 25 pnb à 8,00%, lors de sa réunion du 19 septembre 2024. La Banque des Etats de l'Afrique Centrale a maintenu le taux d'intérêt des appels d'offres à 5,00% et le taux de facilité de prêt marginal à 6,75%, niveaux en vigueur depuis le 27 mars 2023. En revanche, la Banque Centrale du Nigeria a relevé son taux d'intérêt de référence de 50 pnb à 27,25% visant à contenir l'inflation et soutenir ainsi la monnaie nationale.

En dépit des tensions géopolitiques, le **commerce mondial** a progressé de 3,5% en 2024 après une période de quasi-stagnation en 2023 (+1,0%). Le déficit des transactions courantes des Etats-Unis s'est stabilisé (-3,3% du PIB en 2023 et 2024), tandis que celui de l'Inde s'est amélioré (-1,1% du PIB en 2024 contre -0,7% en 2023). Pour l'Afrique subsaharienne, le déficit du compte courant s'est détérioré à 3,2% du PIB en 2024 contre 2,7% en 2023. La Chine a enregistré un excédent du compte courant (+1,4% du PIB pour 2023 et 2024), de même que le Japon (+3,8% du PIB en 2024 contre +3,6% en 2023). Les recettes nettes tirées des opérations courantes de l'Allemagne sont ressorties à +6,6% du PIB en 2024 contre +6,2% en 2023.

Sur le **marché des changes**, l'euro s'est apprécié face aux principales devises, en lien avec la diminution du différentiel de taux avec les Etats-Unis au cours de l'année et de performances de croissance économique moins favorables sur le second semestre de 2024. Le cours de l'euro par rapport au dollar américain est resté quasi stable (+0,04 %) et s'est établi en moyenne à 1,0821 en 2024. L'euro est, par ailleurs, ressorti en hausse par rapport au yen japonais (+7,8 %), au dollar canadien (+1,5 %) et au dollar australien (+0,7 %). Il a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents, s'étant apprécié de 8,3 % vis-à-vis du rouble russe, de 1,7 % face au yuan chinois et de 1,3 % à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face à la livre sterling (-2,7 %), au franc suisse (-2,0 %) et au rand sud-africain (-0,6 %).

Sur le marché ouest-africain, sur une année, le FCFA s'est apprécié face au naira nigérian (+140,7 %), au cedi ghanéen (+27,9 %), au dalasi gambien (+11,5 %) et au dollar libérien (+9,9 %). En revanche, il s'est déprécié de 5,6 % vis-à-vis du leone. En moyenne annuelle, 1.000 FCFA se sont échangés contre 23,13 cedis, 111,44 dalasis, 26.832,94 leones, 314,85 dollars libériens, 14.085,24 francs guinéens et 2.358,61 nairas.

I. Compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les échanges, entre résidents et non-résidents, relatifs aux biens, aux services, au revenu primaire et au revenu secondaire.

Le solde du compte des transactions courantes s'est considérablement amélioré en 2024 (+39,1%), après quatre années consécutives de dégradation, reflet des

chocs exogènes et des importations massives de services liées au développement des plateformes destinées à l'exploitation des hydrocarbures. Le déficit courant s'est réduit de 1.438,3 milliards pour se situer à 2.244,7 milliards en 2024. En pourcentage du PIB, il est passé de 19,8% en 2023 à 11,3% en 2024, soit une atténuation de 8,5 points de pourcentage.

Tableau 1 : Evolution du compte des transactions courantes

(en milliards, sauf indication contraire)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Biens et Services	-1.953,5	-2.626,9	-3.048,8	-4.540,5	-4.811,0	-3.424,7
Biens	-1.687,6	-1.609,7	-1.662,5	-3.010,1	-3.227,3	-2.382,8
Services	-266,0	-1.017,2	-1.386,4	-1.530,6	-1.583,7	-1.041,9
Revenu primaire	-383,7	-340,9	-367,6	-558,3	-690,1	-1.096,8
Revenu secondaire	1.225,2	1.435,4	1.571,4	1.642,0	1.818,1	2.276,9
Solde du Compte courant	-1.112,0	-1.532,4	-1.845,1	-3.457,1	-3.683,0	-2.244,7
PIB nominal	13.712,7	14.119,4	15.261,1	17.330,1	18.619,5	19.893,0
Compte courant / PIB (%)	-8,1	-10,9	-12,1	-19,9	-19,8	-11,3

Source : BCEAO

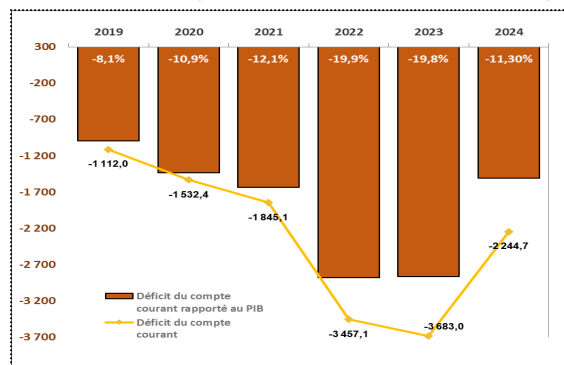
Ce redressement reflète la réduction du déficit commercial, la contraction du solde des services et le renforcement de l'excédent du revenu secondaire. Il s'inscrit dans un contexte caractérisé par la détente des prix internationaux des matières premières et le démarrage de la production pétrolière du champ de Sangomar.

Sous ce registre, le déficit des échanges de biens et services s'est amélioré de 28,8% pour atteindre 3.424,7 milliards en 2024.

Pour sa part, le solde déficitaire du compte de revenu primaire s'est accentué, en lien notamment avec la hausse des intérêts payés sur la dette publique extérieure.

L'excédent du revenu secondaire s'est renforcé, affichant un rythme de progression plus soutenu que les années précédentes. Cette évolution est liée principalement au dynamisme des envois de fonds des migrants qui demeurent une source essentielle d'atténuation du déficit structurel de la balance des paiements.

Graphique 2 : Evolution du compte courant
(en milliards, sauf indication contraire)



Source : BCEAO

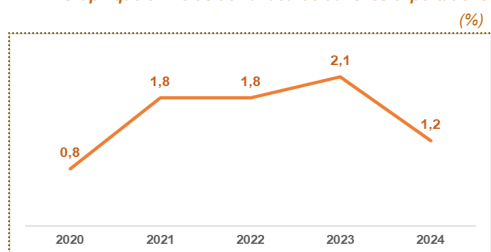
Encadré 2 : Améliorer la balance commerciale : Etude sur l'anacarde et le blé

Cette présente réflexion porte sur l'identification de stratégies pouvant faciliter l'opérationnalisation de la recommandation « Améliorer la balance commerciale » formulée dans la plupart des éditions de validation de la balance de paiements. Pour mettre en œuvre cette recommandation, deux options sont proposées: d'une part une politique de diversification des exportations, d'autre part, une stratégie de substitution d'importation à court et moyen termes suivie d'une montée en gamme des produits exportables à l'horizon temporelle 2050. Ainsi, le diagnostic effectué s'est concentré sur deux produits phares, considérés comme stratégiques de par leur importance pour l'économie nationale, pour atténuer l'impact négatif du risque de volatilité des prix du baril du pétrole. Il s'agit de l'anacarde, un produit choisi pour le processus de diversification, et le blé, le processus de substitution d'import.

→ Anacarde

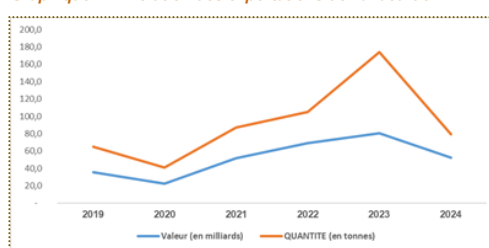
L'anacarde est principalement destiné aux marchés asiatiques, notamment le Vietnam, l'Inde, Singapour, la Chine et les Emirats Arabes Unis. La filière joue un rôle croissant dans les exportations du Sénégal depuis 2020. Son poids dans les exportations est relativement faible (1,5% des exportations totales) avec un pic observé (2,1%) en 2023 avant de se maintenir à 1,2% en 2024. Après une baisse notée en 2020, les exportations ont fortement évolué entre 2020 et 2024, passant de 22,4 milliards à 52,6 milliards. Par ailleurs, l'Etude monographique sur la Filière Anacarde (EMFAS), réalisée par l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), a montré que les exportations d'anacarde ne proviennent pas totalement de la production domestique. En effet, 86,5% et 86,9% des exportations totales en 2021 et en 2022 sont des réexportations.

Graphique 3 : Poids de l'anacarde dans les exportations (%)



Source : ANSD

Graphique 4 : Evolution des exportations de l'anacarde



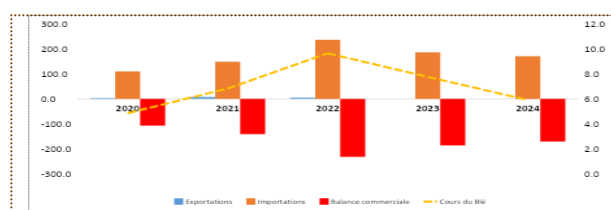
Source : ANSD

→ Blé

Le blé représente 2,6% de la valeur des importations totales sénégalaises en 2024. Il est fourni en grande partie par la France (36,9%), la Russie (36,5%), la République de Lituanie (16,4%) et la Pologne (3,4%). Entre 2020 et 2024, le commerce extérieur du blé au Sénégal a été marqué par une forte dépendance aux importations, entraînant un déficit commercial structurel. Sur toute la période, le pays est resté un importateur net, avec des exportations très faibles, ne parvenant pas à compenser les volumes massifs de blé importés. En effet, les importations ont atteint des niveaux élevés, passant de 110,4 milliards en 2020 à un pic de 237,7 milliards en 2022, tandis que les exportations sont restées marginales, avec un maximum de 7,7 milliards en 2021, avant de chuter à 0,1 milliard en 2023, puis de devenir inexistantes en 2024.

Cette situation a entraîné davantage une balance commerciale structurellement déficitaire sur toute la période, pour un déficit de ce produit de 171,4 milliards en 2024. Cette tendance traduit une consommation soutenue et une insuffisance de la production nationale pour couvrir la demande intérieure. La combinaison de prix élevés et d'un déficit commercial persistant souligne la vulnérabilité du Sénégal face aux chocs extérieurs et met en évidence l'urgence de renforcer les capacités locales de production et de promouvoir des alternatives alimentaires adaptées au contexte national.

Graphique 5 : Evolution du commerce extérieur de blé (en milliards, axe gauche, en dollar US par boisseau, axe droite)



En définitive, cette stratégie, conjuguée avec l'analyse des capacités productives par produit, permettra d'identifier les spéculations capables de porter la politique commerciale industrielle qui facilitera une souveraineté économique, et par la même occasion viser l'équilibre de la balance commerciale conformément aux objectifs du plan national de développement Sénégal 2050. Ainsi, la réussite de cette stratégie dépendra de la capacité du Sénégal à diversifier son économie, à renforcer ses capacités productives et à exploiter pleinement les opportunités commerciales régionales et mondiales offertes par le marché de l'UEMOA et de la CEDEAO ainsi que des autres économies mondiales.

A cet égard, les recommandations stratégiques suivantes sont formulées:

- renforcer les chaînes de valeur locales (blé, lait, textile, pêche, etc.)
- promouvoir le Made in Sénégal (labellisation, normalisation, certification)
- favoriser l'innovation technologique et l'automatisation
- accroître les investissements publics et privés dans l'industrie verte et la numérisation

Source : Ministère du commerce, l'ANSD et Ministère des Finances et du Budget

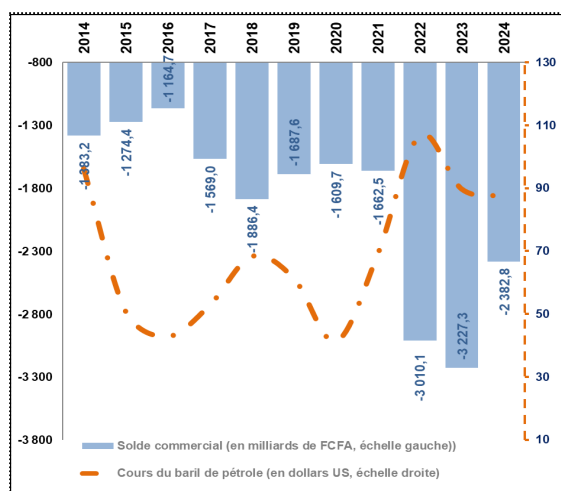
I.1 - Balance commerciale

Au titre de l'année 2024, la balance des biens a affiché un déficit de 2.382,8 milliards contre 3.227,3 milliards en 2023, soit une réduction de 26,2% imputable essentiellement au démarrage des exportations de pétrole brut et à la détente des prix internationaux des principales matières premières.

En effet, le Sénégal a officiellement intégré le groupe des pays producteurs de pétrole depuis le 11 juin 2024. Les ventes extérieures des produits pétroliers de Sangomar ont contribué à renforcer les exportations de marchandises soutenant ainsi le redressement du solde commercial. Le relèvement des cours de l'or (+22,9%), expliqué par la demande des banques centrales et des investisseurs, dans un contexte d'incertitudes géopolitique et économique, a également concouru au dynamisme des exportations.

Les importations ont, quant à elles, tiré profit d'un repli du cours du baril de pétrole brut (-2,5%), des prix internationaux des produits alimentaires, notamment du blé (-26,1%) et du sucre (-5,8%), ainsi que de ceux des fertilisants chimiques (-20,5%).

Graphique 6 : Evolution de la balance commerciale

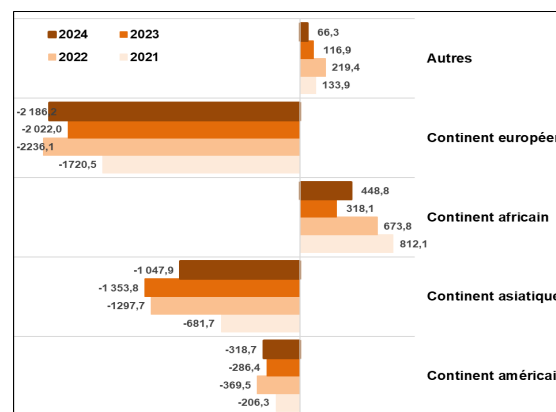


Source : BCEAO

Cette détente des prix des produits alimentaires et énergétiques a contribué à la diminution de la facture d'achats de marchandises. Elle a toutefois eu une incidence négative sur les exportations en valeur, l'impact de la hausse des volumes exportés ayant été atténué par le fléchissement des prix internationaux.

Sur le plan géographique, la configuration du solde commercial demeure caractérisée par des déséquilibres structurels vis-à-vis du continent américain, de l'Asie et de l'Europe, contrebalancés par un excédent dans les échanges intra-africains. En 2024, les soldes bilatéraux ont enregistré des évolutions différenciées reflétant des ajustements dans les flux commerciaux et les termes de l'échange.

Graphique 7 : Soldes commerciaux bilatéraux (en milliards)



Source : BCEAO

Le déficit commercial avec l'**Europe**, principal fournisseur du Sénégal, s'est accru de 8,1% en 2024 pour atteindre 2.186,2 milliards, après le repli de 9,6% observé l'année précédente. Cette évolution reflète notamment l'acquisition de navires flottants en provenance de Croatie, dans le cadre du développement des infrastructures du projet pétrolier.

Les échanges nets avec le continent **américain** ont également enregistré une détérioration de 11,3%, soit 32,3 milliards.

En revanche, le déficit commercial vis-à-vis de l'**Asie** s'est atténué de 22,6%, soit 305,9 milliards, sous l'effet de la progression des exportations de pétrole brut du champ de Sangomar, principalement à destination de la Chine.

Enfin, l'excédent commercial avec le continent **africain** s'est fortement consolidé, enregistrant une progression de 41,1%, soit 130,8 milliards. Cette amélioration résulte de la baisse des importations de pétrole brut en provenance du Nigéria.

Tableau 2 : Compte des biens

(en milliards, sauf indication contraire)

	Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Mdses générales	Exportations (X)	2 170,5	1 934,5	2 437,0	3 077,5	2 747,8	3 405,3
	Importations (M)	4 281,2	4 020,3	4 707,2	6 741,4	6 574,5	6 443,0
	X nettes et négoce int.	3,4	3,2	3,5	3,9	3,6	4,1
Or non mon.	Exportations	420,6	473,2	604,2	649,9	597,1	651,4
	Importations	0,9	0,2	0,0	0,0	1,3	0,6
Total	Total X de biens	2 594,4	2 410,9	3 044,7	3 731,3	3 348,5	4 060,8
	Total M de biens	4 282,1	4 020,5	4 707,2	6 741,4	6 575,8	6 443,6
Principaux indicateurs	Solde commercial	-1 687,6	-1 609,7	-1 662,5	-3 010,1	-3 227,3	-2 382,8
	PIB nominal	13 712,9	14 119,4	15 261,1	17 330,1	18 619,5	19 893,0
	Solde commercial/PIB (%)	-12,3	-11,4	-10,9	-17,4	-17,2	-12,0
	X/PIB (%)	15,8	13,7	16,0	17,8	14,8	20,4
	M/PIB (%)	31,2	28,5	30,8	38,9	35,3	32,4
	X/M (%)	60,6	60,6	64,7	55,3	50,9	63,0

Source : BCEAO

L'amélioration du solde commercial s'est traduite par un raffermissement notable des indicateurs du commerce extérieur.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est accru de 12,1 points en glissement annuel, pour atteindre 63,0% en 2024, un niveau supérieur à la moyenne des cinq dernières années (58,4%).

En proportion du PIB, le déficit commercial s'est également allégé, gagnant 5,2 points pour ressortir à 12,0% en 2024, sous l'effet de la hausse des exportations (+5,6 points, 20,4% du PIB) et du repli des importations (-2,9 points, 32,4% du PIB).

Encadré 3 : “Le contenu local : le pétrole, un vecteur de souveraineté et de transformation économique”

Depuis l'adoption de la Loi n°2019-04 sur le contenu local dans le secteur des hydrocarbures, le Sénégal a méthodiquement installé un dispositif pour ancrer davantage les retombées nationales de l'exploitation pétrolière et gazière.

1. Un impact macroéconomique tangible

L'année 2024, marquée par le First Oil de Sangomar (11 juin) et l'ouverture du premier puits de Grand Tortue Ahmeyim (GTA, 31 décembre), en fournit la première mesure pleinement observable. En effet, les projets Sangomar et GTA ont généré près de 864 milliards de francs CFA (≈ 1,43 milliard de dollars US, 1,32 milliard d'euros) de dépenses locales, dont plus de 450 milliards de francs CFA (≈ 744 millions de dollars US, 687 millions d'euros) captés directement par des entreprises sénégalaises. Ces flux représentent près de 4,0% du PIB et traduisent la part croissante des revenus réinjectés dans l'économie nationale.

A Sangomar, les partenaires Woodside, MODEC et Subsea7 totalisent plus de 775 milliards de francs CFA (≈ 1,28 milliard de dollars US, 1,18 milliards d'euros) de dépenses locales. Ces résultats s'accompagnent de 4.500 emplois sénégalais et de 3.600 heures de formation technique. A GTA, les dépenses locales atteignent 89 milliards de francs CFA (≈ 148,8 millions de dollars US, 135,9 millions d'euros), dont 24,5 milliards de francs CFA (≈ 40,5 millions de dollars US, 37,4 millions d'euros) directement fléchés vers des fournisseurs sénégalais. Le recrutement de 47 apprentis techniciens, avec la moitié étant des sénégalais, illustre la dynamique de sénégalisation progressive des compétences dans un environnement technique complexe.

Concernant la masse salariale versée aux travailleurs nationaux, elle est estimée à 20 milliards de francs CFA (≈ 33 millions de dollars US, 30,5 millions d'euros), soit environ 15% de la masse salariale totale des projets, avec comme contribution 4.500 emplois mobilisés à Sangomar, 70 salariés nationaux intégrés chez MODEC et la moitié des 47 apprentis techniciens à GTA. Ces revenus contribuent ainsi à accroître le pouvoir d'achat des ménages et à dynamiser la consommation intérieure.

S'agissant des investissements d'assise dans les bases logistiques, ateliers de maintenance et dispositifs de formation, ils dépassent 50 milliards de francs CFA (≈ 82,6 millions de dollars US, 76,3 millions d'euros) sur la période 2020-2024. Ces infrastructures renforcent la formation brute de capital fixe et les capacités industrielles du pays. Enfin, l'intégration croissante des entreprises nationales (SENTRAK LOGISTICS, SSB, SILS, ECSEN, DAKAR OFFSHORE, ORSEN, YEEG, OMA, GOREE OFFSHORE, Petrosen Trading & Services, COSAMA, etc.) confirme l'émergence d'un tissu productif compétitif, notamment dans les services logistiques, portuaires et techniques.

2. Un dispositif de contrôle garant de crédibilité

Ces résultats ne prennent leur pleine valeur qu'à travers leur vérification effective. Le Secrétariat Technique du Comité National de Suivi du Contenu Local (ST-CNSCL), avec l'appui de la Direction Générale du Contrôle et de la Surveillance des Opérations (DGCSO), exerce un contrôle à la fois a priori et a posteriori sur les plans de passation de marchés, les acquisitions de biens et services, les plans de contenu local et leurs rapports d'exécution. Le dispositif couvre également le suivi de l'exécution des contrats attribués aux entreprises sénégalaises, le respect des obligations de nationalisation des postes et la conformité des dérogations. Ce pouvoir de contrôle, conféré au ST-CNSCL et appuyé par la présence opérationnelle de la DGCSO sur les sites offshore, garantit la fiabilité des indicateurs et leur intégration dans les analyses macroéconomiques, notamment celles de la BCEAO.

En moins de cinq (05) ans, le Sénégal est passé d'un cadre légal à des résultats tangibles : plus de 900 milliards de francs CFA (≈ 1,49 milliard de dollars US, 1,37 milliard d'euros) de dépenses locales cumulées sur les projets phares, des segments opérés par Woodside dépassant 80% de contenu local dans les services et travaux de support, des milliers d'emplois sénégalais créés et un contrôle étatique devenu standard opérationnel. Il convient toutefois de rappeler qu'une part importante de ces résultats découle de la phase de développement, marquée par des investissements massifs générateurs de retombées immédiates.

A présent, le passage à la phase de production stabilise naturellement le rythme des dépenses locales, reflet d'une industrie entrée dans une certaine phase de défis de maturité opérationnelle. A l'horizon 2030, l'atteinte de la cible de 50% de contenu local apparaît non seulement réaliste, mais constitue une étape vers un objectif plus large : faire du secteur pétrolier et gazier un levier durable de diversification et de souveraineté économique. Cela devra nécessairement passer par un effort soutenu dans la formation-certification, l'accès au financement des PME et le renforcement du transfert technologique.

Source : Ministère de l'Energie, du Pétrole et des Mines

I.1.1- Exportations de biens

Les exportations de biens se sont établies à 4.060,8 milliards en 2024 contre 3.348,5 milliards en 2023, soit une progression de 21,3%, après une contraction de 10,3% l'année précédente. Cette dynamique traduit la hausse des exportations de marchandises (+23,9%) et d'or non monétaire (+9,1%).

La performance globale des ventes à l'étranger est portée, d'une part, par le démarrage des exportations de pétrole brut du champ de Sangomar et, d'autre part, par le raffermissement des cours internationaux de l'or, dont le prix a atteint un pic significatif au cours de la période sous revue.

Orientation géographique des exportations

Les expéditions de marchandises du Sénégal restent principalement orientées vers le continent africain, en dépit du recul de la part de marché notée dans cette zone (45,9% contre 54,4%). Les exportations à destination de l'Asie ont progressé, représentant 27,6% du total (contre 20,8 % un an plus tôt), tandis que celles à destination de l'Europe et de l'Amérique se situent respectivement à 19,5% (+3,1 points) et 4,6% (-0,2 point).

Au niveau du **continent africain**, les ventes extérieures se sont élevées à 1.562,5 milliards en 2024 contre 1.496,1 milliards en 2023, soit une hausse de 4,4 %. Le Sénégal enregistre toutefois une perte de part de marché de 8,6 points sur le continent africain, au profit des partenaires européens et asiatiques, en lien avec le démarrage des exportations d'hydrocarbures vers ces régions.

Au niveau de la sous-région, 38,3% des exportations sont à destination des pays de la CEDEAO et du Burkina Faso, du Niger et du Mali, dont 34,3% pour les pays de l'Union, représentant 83,5% des expéditions continentales.

Les échanges intra-UEMOA demeurent dominés par les exportations vers le Mali, dont la part de marché, bien qu'en baisse (24,7% contre 31,5% en 2023), reste prépondérante. Les principaux produits exportés sont le pétrole raffiné (58,9%), le ciment (10,8%), les bouillons préparés (5,5%) et le riz (2,6%).

La Côte d'Ivoire constitue le deuxième client de l'UEMOA, avec 3,2% des exportations en 2024, un niveau inférieur à la moyenne des deux dernières années (3,7%). Les produits principalement expédiés sont le poisson congelé (58,2%), les cigarettes (7,3%) et les équipements informatiques (4,9%).

Le Sénégal entretient également des relations commerciales avec le Burkina Faso (2,8% contre 1,4% en 2023) et la Guinée-Bissau (2,1% en 2023 et 2024). En revanche, les flux vers le Bénin (0,6%), le Togo (0,6%) et le Niger (0,2%) demeurent modestes et relativement stables sur les six dernières années. Le pétrole raffiné, les barres de fer, les fibres électriques et les bouillons préparés constituent les principaux produits exportés vers ces pays.

Parmi les autres pays de la CEDEAO, la Gambie (3,1% contre 4,1%), la République de Guinée (3,5% contre 3,4%) et le Nigéria (0,2% contre 0,8%) figurent parmi les principaux clients du Sénégal. Les produits les plus exportés vers ces marchés restent le ciment, le pétrole raffiné, les produits halieutiques et les bouillons préparés.

Sur le **marché européen**, qui représente 19,5% des débouchés en 2024 contre 16,4% en 2023, les exportations ont enregistré une progression de 46,7%, pour atteindre 662,9 milliards. Cette évolution est principalement imputable aux expéditions de pétrole brut du champ de Sangomar à destination de l'Italie, de l'Espagne et des Pays-Bas, principaux partenaires du Sénégal dans le commerce des hydrocarbures.

Les exportations à destination de l'**Asie** ont également enregistré une forte accélération, s'établissant à 940,6 milliards en 2024, en hausse de 64,7% et représentant 27,6% des ventes extérieures (contre 20,8% en 2023).

Cette performance est le reflet des premières expéditions de pétrole brut issues de la production nationale vers la Chine, principal client du Sénégal sur ce continent.

En effet, les ventes à destination de la Chine ont atteint 455,0 milliards en 2024 contre 135,7 milliards en 2023, tandis que les exportations vers l'Inde se sont élevées à 353,7 milliards contre 330,1 milliards un an plus tôt, constituant 86,0% des ventes vers la région asiatique.

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales

(en milliards, sauf indication contraire)

	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	2 170,5	100,0	1 934,5	100,0	2 437,0	100,0	3 077,5	100,0	2 747,8	100,0	3 405,3	100,0
Union Européenne	324,1	14,9	264,4	13,7	358,8	14,7	399,9	13,0	352,8	12,8	528,8	15,5
- dont France	51,2	2,4	44,2	2,3	49,6	2,0	47,9	1,6	51,4	1,9	54,6	1,6
Etats-Unis	77,5	3,6	67,5	3,5	69,4	2,8	102,7	3,3	94,3	3,4	133,9	3,9
Japon	9,6	0,4	6,2	0,3	9,2	0,4	9,6	0,3	13,7	0,5	12,2	0,4
Inde	211,9	9,8	172,0	8,9	282,4	11,6	540,1	17,5	330,1	12,0	353,7	10,4
Chine	161,9	7,5	152,1	7,9	189,8	7,8	142,4	4,6	135,7	4,9	455,0	13,4
Thaïlande	0,8	0,0	0,6	0,0	0,2	0,0	1,0	0,0	0,3	0,0	0,4	0,0
CEDEAO	960,0	44,2	900,2	46,5	1 055,9	43,3	1 293,7	42,0	1 276,3	46,4	1 304,7	38,3
UEMOA	802,8	37,0	717,8	37,1	856,2	35,1	1 019,4	33,1	1 110,0	40,4	1 166,9	34,3
Bénin	15,5	0,7	11,7	0,6	16,6	0,7	17,4	0,6	20,8	0,8	19,0	0,6
Burkina faso	39,6	1,8	30,4	1,6	37,1	1,5	35,4	1,2	37,7	1,4	96,8	2,8
Côte d'Ivoire	97,1	4,5	119,5	6,2	124,7	5,1	119,1	3,9	98,1	3,6	108,5	3,2
Guinée-Bissau	50,0	2,3	39,9	2,1	47,9	2,0	65,3	2,1	58,6	2,1	71,6	2,1
Mali	574,1	26,5	493,0	25,5	601,6	24,7	715,1	23,2	866,3	31,5	842,6	24,7
Niger	9,8	0,5	12,2	0,6	13,3	0,5	14,7	0,5	11,7	0,4	7,5	0,2
Togo	16,8	0,8	11,1	0,6	14,9	0,6	52,4	1,7	16,9	0,6	20,9	0,6
AUTRES Etats CEDEAO	157,2	7,2	182,3	9,4	199,7	8,2	274,2	8,9	166,3	6,1	137,8	4,0
Dont Nigeria	15,0	0,7	13,7	0,7	12,2	0,5	16,4	0,5	22,5	0,8	6,4	0,2
Gambie	45,4	2,1	64,6	3,3	88,3	3,6	110,7	3,6	112,8	4,1	106,8	3,1
R. Guinée	78,8	3,6	85,4	4,4	80,5	3,3	113,8	3,7	93,5	3,4	117,9	3,5
Mauritanie	39,7	1,8	40,8	2,1	51,5	2,1	59,3	1,9	50,3	1,8	48,6	1,4
Autres clients	385,0	17,7	330,7	17,1	419,7	17,2	528,9	17,2	494,3	18,0	568,2	16,7
Continent américain	84,0	3,9	87,6	4,5	113,2	4,6	124,0	4,0	121,0	4,4	156,1	4,6
Continent asiatique	482,2	22,2	400,9	20,7	577,4	23,7	811,3	26,4	571,2	20,8	940,6	27,6
Continent africain	1 087,8	50,1	1 027,9	53,1	1 152,0	47,3	1 404,4	45,6	1 496,1	54,4	1 562,5	45,9
Continent européen	329,3	15,2	266,6	13,8	441,6	18,1	551,3	17,9	451,9	16,4	662,9	19,5
Autres	187,2	8,6	151,5	7,8	152,6	6,3	186,5	6,1	107,6	3,9	83,1	2,4

Sources : BCEAO/ANSD

Composition des exportations de biens

En 2024, une augmentation sensible des exportations a été enregistrée, composée principalement de produits extractifs (huiles brutes de pétrole, or non monétaire, phosphates).

Cette dynamique a néanmoins été contrebalancée par la détente des cours internationaux des matières premières, limitant les recettes d'exportation de certains produits.

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits

(en milliards)

PRODUITS	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Sel marin	10,3	9,8	10,3	13,5	13,6	11,0
Minerais lourds (Zircon, titane, etc.)	115,4	116,2	150,3	203,8	147,0	177,5
Produits pétroliers	487,1	361,5	447,9	650,4	692,4	1 285,8
Produits arachidières	153,1	120,7	168,6	100,9	70,2	72,3
Phosphates	22,3	11,5	22,1	47,7	49,9	55,4
Coton	7,0	5,8	9,0	12,5	8,4	6,6
Produits horticoles	101,5	95,6	145,7	146,1	173,5	144,8
Produits de la pêche (poissons, conserves)	330,8	277,9	313,0	423,3	345,2	340,5
Ciment	77,7	73,7	86,2	75,7	106,5	108,8
Acide phosphorique	195,7	151,6	265,3	471,9	264,7	264,4
Engrais	29,5	21,3	33,1	9,3	37,8	28,8
Articles manufacturés	67,9	90,2	108,0	102,2	99,8	99,0
Autres produits d'exportation	848,4	925,4	1 125,4	1 304,2	1 214,9	1 343,3
TOTAL (Commerce Général FOB non ajusté)	2 446,7	2 261,3	2 884,8	3 561,6	3 223,9	3 938,3
Ajustements de valeur	80,9	76,2	74,5	78,3	82,9	87,4
Ajustements de chronologie	-16,3	-13,5	-14,7	-13,9	-14,4	-16,7
Ajustements de champ couvert	-340,7	-389,6	-507,6	-548,5	-544,6	-603,7
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	2 170,5	1 934,5	2 437,0	3 077,5	2 747,8	3 405,3

Sources : BCEAO/ANSD

Exportations de produits agricoles et halieutiques

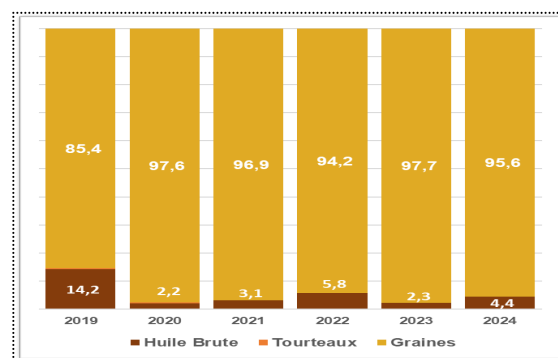
Les exportations en valeur des **produits arachidières** se sont accrues de 2,9% en 2024, après une contraction de 30,4% en 2023, en dépit du repli des prix internationaux de 2,4%. Les exportations demeurent principalement composées de graines d'arachide (65,3 milliards contre 66,4 milliards un an plus tôt) et d'huile brute d'arachide (7,0 milliards contre 3,8 milliards).

Il convient de relever que la mise en œuvre, au dernier trimestre 2024, de mesures de restriction à l'exportation des graines d'arachide par les Autorités sénégalaises a conduit à une baisse modérée des ventes de graines, au profit d'un renforcement de la transformation locale et d'une augmentation des expéditions d'huile brute.

Les exportations de produits arachidières sont destinées principalement à la Chine et, dans une moindre mesure, au marché européen.

Graphique 8 : Exportations de produits arachidières

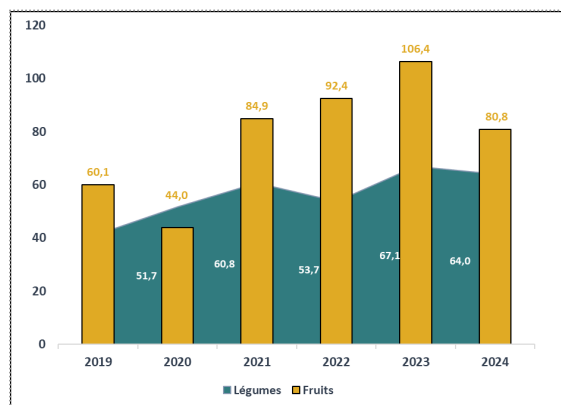
(en %)



Sources : BCEAO / ANSD

S'agissant de la **filière horticole**, constituée majoritairement de fruits (65,4%), les exportations se sont établies à 144,7 milliards en 2024 contre 173,5 milliards en 2023, soit une baisse de 16,6 %. Ce repli s'explique principalement par la contraction des ventes de noix de cajou (52,6 milliards contre 80,5 milliards). Parallèlement, les recettes d'exportation de légumes ont reculé de 4,6%.

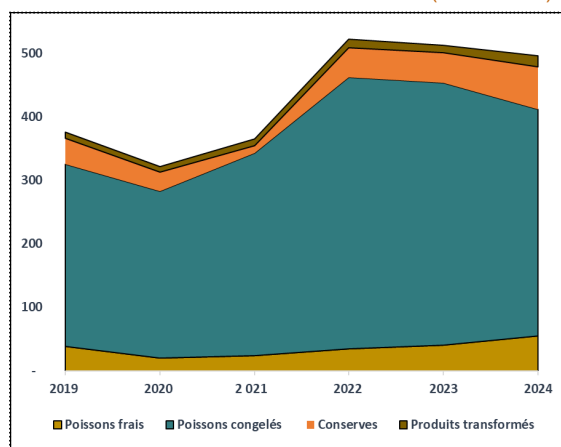
Graphique 9 : Exportations de produits horticoles
(en milliards)



Source : BCEAO

Les ventes à l'étranger de **produits halieutiques** poursuivent leur tendance baissière observée depuis l'année 2022, en lien avec le repli de la pêche industrielle (-44,0%). Elles ressortent à 496,3 milliards en 2024 à l'instar des baisses respectives de 3,2% et 1,8% en 2024 et 2023.

Graphique 10 : Exportations de produits halieutiques
(en milliards)



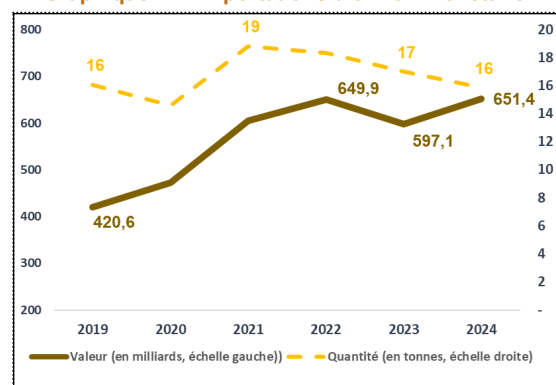
Source : BCEAO

Composées essentiellement de poissons congelés (356,8 milliards contre 413,2 milliards), de conserves (67,1 milliards contre 47,4 milliards), de poissons frais (54,9 milliards contre 40,7 milliards) et de produits transformés (17,5 milliards contre 11,5 milliards), les livraisons sont orientées principalement vers la Côte d'Ivoire, l'Espagne, l'Italie et la France.

Exportations de produits miniers, chimiques et pétroliers

L'**or non monétaire** a enregistré une hausse sensible des exportations en 2024, alors même que la production a légèrement diminué au cours de la période. Les expéditions sont passées de 597,1 milliards en 2023 à 651,4 milliards en 2024, soit une progression de 9,1%. Cette performance est largement imputable à la forte appréciation du cours international de l'or (+22,9%), soutenue par une demande accrue des banques centrales, dans un contexte d'incertitude mondiale favorisant les actifs refuges.

Graphique 11 : Exportations d'or non monétaire



Sources : BCEAO / ANSD

Dans la même dynamique, les exportations de **zircon** et de **titane** ont enregistré une progression de 20,8% en 2024, pour atteindre 177,5 milliards contre 147,0 milliards un an auparavant, en dépit d'une baisse des cours internationaux. Cette performance est expliquée par une hausse significative de la production de minéraux lourds (+41,0%), résultant à la fois de l'augmentation de la teneur du gisement exploité et de l'amélioration de la productivité. Les quantités exportées ont ainsi progressé de 49,6% en glissement annuel, soutenant la croissance des recettes d'exportation du secteur.

Les ventes extérieures de **produits chimiques** se sont inscrites en hausse de 3,6% en 2024, après une contraction de 41,5% un an plus tôt. Cette situation est expliquée, entre autres, par la reprise des

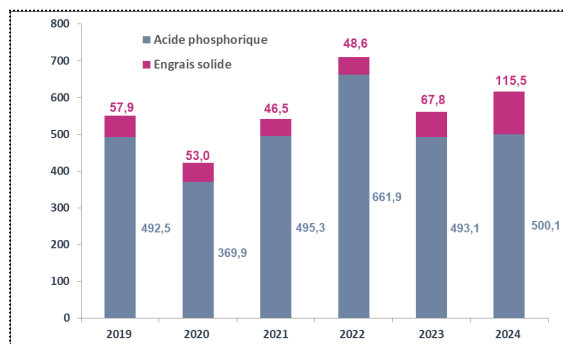
expéditions d'acide phosphorique. Pour rappel, en 2023, la principale entreprise du secteur avait mobilisé une portion significative de la production d'acide pour soutenir la production locale d'engrais, réduisant mécaniquement les volumes disponibles pour les marchés extérieurs. La reprise des ventes extérieures d'acide phosphorique en 2024 a permis d'accroître les volumes exportés de 1,4%.

Parallèlement, les exportations d'engrais ont considérablement augmenté, portées par l'évolution des volumes expédiés (+70,5%). La baisse des prix internationaux des fertilisants (-1,5% pour l'acide phosphorique et -20,9% pour l'engrais) a toutefois limité l'ampleur des expéditions en valeur.

Au total, les exportations de produits chimiques se sont établies à 306,8 milliards en 2024 contre 296,1 milliards en 2023 et 506,4 milliards en 2022.

Graphique 12 : Evolution des volumes exportés de produits chimiques

(en tonnes)

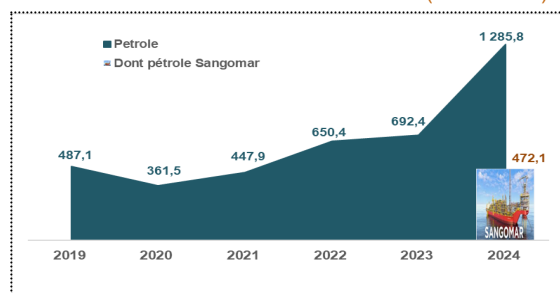


Source : BCEAO

Les ventes extérieures de **produits pétroliers** ont enregistré une progression significative (+85,7%), passant de 692,4 milliards à 1.285,8 milliards. Cette hausse est attribuable principalement au lancement des exportations de pétrole brut du champ

de Sangomar, qui ont atteint 16,4 millions de barils, pour une valeur estimée à 472,0 milliards. Ce démarrage intervient après une phase de développement de cinq ans, au terme de laquelle le champ est devenu pleinement opérationnel à partir du mois de juin 2024.

Graphique 13 : Exportations de produits pétroliers
(en milliards)

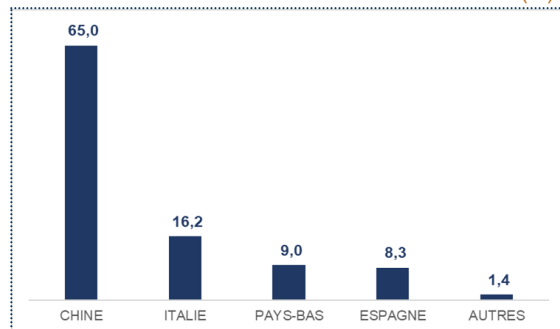


Source : BCEAO

En termes de répartition géographique, les exportations de pétrole brut sont majoritairement destinées à la Chine, qui absorbe 65,0% du volume exporté, suivie de l'Italie (16,2%), des Pays-Bas (9,0%) et de l'Espagne (8,3%).

Graphique 14 : Exportations de la production de Sangomar par zone géographique

(%)



Source : BCEAO

Les ventes extérieures des autres produits pétroliers (pétrole raffiné et ses dérivés) sont principalement orientées vers le Mali (60,5% des ventes).

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Sel marin (en millions de FCFA)	21 794,2	20 839,9	21 819,4	23 401,3	23 588,5	19 106,7
Volume (en milliers de tonnes)	403,0	374,8	372,3	382,5	335,6	310,0
Prix (en FCFA/kg)	54,1	55,6	58,6	61,2	70,3	61,6
Produits Pétroliers (en millions de FCFA)	487 101,0	361 526,6	447 901,9	650 439,7	692 397,3	1 285 800,1
Volume (en milliers de tonnes)	1 487,1	1 382,1	1 435,3	1 162,5	1 319,2	3 066,2
Prix (en FCFA/kg)	327,6	261,6	312,1	559,5	524,8	419,3
Produits arachidières (en millions de FCFA)	153 110,7	120 736,7	168 585,4	100 863,6	70 241,7	72 300,4
Huile Brute (en millions de FCFA)	41 323,7	6 790,8	13 770,0	16 026,9	3 817,2	6 967,4
Quantité (en milliers de tonnes)	60,4	8,9	13,1	13,7	3,5	7,1
Prix (en FCFA/kg)	684,7	764,3	1 049,3	1 167,9	1 078,9	986,9
Tourteaux (en millions de FCFA)	276,2	241,4	26,8	48,1	2,0	25,5
Quantité (en milliers de tonnes)	1,5	0,8	0,1	0,1	0,0	0,0
Prix (en FCFA/kg)	188,3	293,6	374,7	425,6	626,4	2 761,7
Graines (en millions de FCFA)	111 510,7	113 704,5	154 788,5	84 788,5	66 422,5	65 307,5
Quantité (en milliers de tonnes)	362,1	403,3	411,3	222,8	149,6	152,6
Prix (en FCFA/kg)	308,0	281,9	376,4	380,5	444,0	428,0
Phosphates (en millions de FCFA)	22 332,7	11 493,2	22 050,5	47 731,6	49 886,0	55 433,4
Quantité (en milliers de tonnes)	467,5	171,1	378,7	624,4	536,4	676,5
Prix (en FCFA/kg)	47,8	67,2	58,2	76,4	93,0	81,9
Coton (en millions de FCFA)	7 031,3	5 783,5	8 966,1	12 528,0	8 421,9	6 610,4
Quantité (en milliers de tonnes)	8,1	7,2	10,8	12,5	11,5	9,8
Prix (en FCFA/kg)	863,9	807,2	830,6	1 004,2	733,1	671,2
Ciment (en millions de FCFA)	77 682,2	73 746,0	86 230,8	75 747,0	106 479,5	108 838,1
Quantité (en milliers de tonnes)	1 946,8	1 802,5	2 107,6	1 692,3	2 229,9	2 367,2
Prix (en FCFA/kg)	39,9	40,9	40,9	44,8	47,8	46,0
Produits de Pêche (en millions de FCFA)	375 873,6	321 712,5	365 099,6	522 376,2	512 890,0	496 353,7
Poissons frais (en millions de FCFA)	38 300,6	19 495,2	23 761,3	34 581,6	40 722,2	54 926,0
Quantité (en milliers de tonnes)	5,7	3,2	3,6	5,1	6,2	6,0
Prix (en FCFA/kg)	6 765,7	6 113,4	6 553,6	6 763,3	6 587,5	9 123,7
Poissons congelés (en millions de FCFA)	287 625,1	263 299,5	319 119,0	428 002,4	413 257,6	356 847,9
Quantité (en milliers de tonnes)	237,5	237,6	267,9	323,7	293,9	260,6
Prix (en FCFA/kg)	1 211,0	1 108,4	1 191,2	1 322,2	1 406,1	1 369,2
Conserves (en millions de FCFA)	40 183,4	29 827,1	11 746,8	46 680,6	47 406,8	67 118,6
Quantité (en milliers de tonnes)	23,7	19,7	7,4	26,8	26,2	37,7
Prix (en FCFA/kg)	1 695,0	1 512,2	1 592,3	1 740,4	1 811,0	1 780,9
Produits transformés (en millions de FCFA)	9 764,5	9 090,7	10 472,5	13 111,6	11 503,5	17 461,1
Quantité (en milliers de tonnes)	5,1	5,2	5,7	6,5	4,7	6,2
Prix (en FCFA/kg)	1 897,1	1 748,2	1 844,2	2 020,3	2 431,4	2 808,8
Produit ICS (en millions de FCFA)	241 191,0	171 140,8	289 109,6	506 449,6	296 078,3	306 760,3
Acide phosphorique (en millions de FCFA)	219 160,0	151 645,5	265 348,3	471 868,0	264 685,9	264 416,7
Quantité (en milliers de tonnes)	492,5	369,9	495,3	661,9	493,1	500,1
Prix (en FCFA/kg)	445,0	409,9	535,7	712,9	536,8	528,8
Engrais solide (en millions de FCFA)	22 031,0	19 495,2	23 761,3	34 581,6	31 392,4	42 343,5
Quantité (en milliers de tonnes)	57,9	53,0	46,5	48,6	67,8	115,5
Prix (en FCFA/kg)	380,2	368,0	511,5	710,9	463,3	366,7
Zircon et titane (en millions de FCFA)	115 423,6	116 197,0	150 318,7	203 834,5	147 014,8	177 541,2
Autres (en millions de FCFA)	668 948,1	731 304,2	876 872,8	934 109,9	840 810,3	876 536,0
EXPORTATIONS FOB AJUSTÉES (en millions de FCFA)	2 170 488,4	1 934 480,5	2 436 954,8	3 077 481,4	2 747 808,3	3 405 280,2

Sources : BCEAO/ANSD

I.1.2- Importations de biens

La facture des biens importés en valeur FOB a poursuivi sa tendance baissière pour la deuxième année consécutive, après le pic noté en 2022. Elle s'établit à 6.443,6 milliards en 2024 contre 6.575,8 milliards en 2023 et 6.741,4 milliards en 2022. Plus spécifiquement, les importations de produits pétroliers bruts, de biens intermédiaires et de matériels de transport se sont inscrits en baisse au cours de la période, contribuant à l'allègement global de la facture.

Cette évolution est liée entre autres au contexte international marqué par une baisse progressive des prix des matières

premières après l'inflation mondiale élevée observée en 2022.

Orientation géographique des importations

La provenance géographique des importations de marchandises classe le continent européen comme premier fournisseur du Sénégal, suivi de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique.

En 2024, les importations en provenance du **continent européen** s'élèvent à 3.204,8 milliards, en hausse de 0,3% en glissement annuel. La part de marché de l'Europe s'est légèrement accrue de 0,4 point, pour atteindre 44,2%.

Les importations en provenance de l'Europe se composent principalement de produits pétroliers raffinés, de biens d'équipement et de produits pharmaceutiques. La France (10,0%, 725,2 milliards), la Belgique (5,5%, 397,6 milliards), l'Espagne (2,7%, 194,9 milliards) et les Pays-Bas (2,4%, 176,5 milliards) constituent les principaux fournisseurs du Sénégal.

Concernant le **continent asiatique**, les importations du Sénégal s'élèvent à 2.236,8 milliards en 2024, en progression de 1,1% par rapport à 2023 (2.212,6 milliards), après une baisse de 10,4% observée l'année précédente. Elles représentent 30,9% des importations totales contre 30,3% en 2023 et 32,7% en 2022.

Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des achats auprès de la Chine (848,2 milliards contre 783,3 milliards), de la Thaïlande (133,5 milliards contre 89,9 milliards) et du Pakistan (62,8 milliards contre 18,7 milliards), qui compense partiellement la baisse des importations en provenance de l'Inde (329,8 milliards contre 483,7 milliards). Le Sénégal

a ainsi diversifié ses sources d'approvisionnement en riz, en renforçant ses importations en provenance de Thaïlande et du Pakistan, en substitution à celles de l'Inde.

La part de marché du **continent africain** a sensiblement diminué en 2024, s'établissant à 17,3% des importations totales contre 19,3% l'année précédente, soit un recul de 2,0 points de pourcentage. La valeur des importations africaines s'élève à 1.252,7 milliards contre 1.407,0 milliards en 2023.

Les pays de la CEDEAO, le Burkina Faso, le Mali ainsi que le Niger ont fourni 11,8% des importations totales (852,7 milliards contre 935,9 milliards), tandis que la part des marchandises provenant des Etats membres de l'UEMOA se situe à 3,9% (281,2 milliards contre 283,8 milliards). Les importations en provenance des autres pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA ont chuté, passant de 652,1 milliards à 571,5 milliards, soit une baisse de 12,4%.

Tableau 6 : Orientation géographique des importations de marchandises générales

(en milliards, sauf indication contraire)

	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	4791,5	100,0	4509,6	100,0	5401,2	100,0	7566,1	100,0	7296,9	100,0	7247,4	100,0
Union Européenne	2 099,6	43,8	1 872,6	41,5	1 822,6	33,7	2 674,9	35,4	2 387,0	32,7	2 271,3	31,3
dont : France	801,1	16,7	704,0	15,6	632,8	11,7	691,1	9,2	868,5	11,9	725,2	10,0
Etats-Unis	93,6	2,0	117,6	2,6	150,4	2,8	206,4	2,7	173,8	2,4	198,2	2,7
Japon	82,2	1,7	62,9	1,4	91,6	1,7	108,8	1,4	83,6	1,1	84,2	1,2
Inde	162,3	3,4	192,4	4,3	383,7	7,1	568,2	7,5	483,7	6,6	329,8	4,6
Thaïlande	68,9	1,4	42,7	0,9	46,7	0,9	87,8	1,2	89,9	1,2	133,5	1,8
Chine	510,4	10,7	413,9	9,2	520,4	9,6	757,0	10,0	783,3	10,7	848,2	11,7
CEDEAO	500,7	10,5	506,4	11,2	560,3	10,4	600,7	8,0	935,9	12,8	852,7	11,8
UEMOA	204,8	4,3	229,1	5,1	260,7	4,8	202,7	2,7	283,8	3,9	281,2	3,9
Bénin	0,7	0,0	1,1	0,0	1,3	0,0	0,9	0,0	3,9	0,1	2,5	0,0
Burkina faso	5,6	0,1	6,6	0,1	6,5	0,1	9,5	0,1	16,2	0,2	12,9	0,2
Côte d'Ivoire	80,7	1,7	78,4	1,7	86,0	1,6	112,8	1,5	119,0	1,6	108,6	1,5
Guinée-Bissau	5,7	0,1	3,3	0,1	3,9	0,1	0,3	0,0	4,3	0,1	4,0	0,1
Mali	102,1	2,1	102,5	2,3	127,9	2,4	37,4	0,5	102,6	1,4	126,3	1,7
Niger	1,9	0,0	1,5	0,0	0,6	0,0	9,2	0,1	1,1	0,0	1,3	0,0
Togo	8,1	0,2	35,6	0,8	34,5	0,6	32,6	0,4	36,8	0,5	25,6	0,4
Autres Etats CEDEAO	295,9	6,2	277,4	6,2	299,6	5,5	397,9	5,3	652,1	8,9	571,5	7,9
Dont Nigeria	245,6	5,1	257,2	5,7	287,6	5,3	331,2	4,4	617,4	8,5	532,0	7,3
Gambie	1,8	0,0	10,4	0,2	3,9	0,1	2,2	0,0	4,6	0,1	1,0	0,0
R. Guinée	1,1	0,0	1,3	0,0	1,9	0,0	7,8	0,1	6,1	0,1	1,6	0,0
Mauritanie	3,3	0,1	8,0	0,2	2,3	0,0	6,6	0,1	17,0	0,2	16,7	0,2
Autres fournisseurs	1 270,5	26,5	1 293,0	28,7	1 823,2	33,8	2 539,0	33,6	2 342,7	32,1	2 512,8	34,7
Continent américain	283,0	5,9	328,6	7,3	399,1	7,4	559,2	7,4	456,5	6,3	534,1	7,4
Continent asiatique	1 200,2	25,0	1 110,7	24,6	1 610,0	29,8	2 469,4	32,7	2 212,6	30,3	2 236,8	30,9
Continent africain	619,8	12,9	645,8	14,3	719,7	13,3	892,3	11,8	1 407,0	19,3	1 252,7	17,3
Continent européen	2 656,2	55,4	2 404,0	53,3	2 607,3	48,3	3 547,9	47,0	3 196,1	43,8	3 204,8	44,2
Autres	32,3	0,3	20,4	0,5	65,1	1,2	97,3	1,1	24,7	0,3	19,0	0,3

Sources : BCEAO/ANSD

Composition des importations de biens

L'analyse des importations par groupe de produits montre une évolution globalement stable, à l'exception des produits intermédiaires, dont la valeur a reculé de 13,7%.

Cette évolution s'explique principalement par la tendance baissière des prix de certains produits alimentaires et des biens intermédiaires sur le marché international.

Par ailleurs, l'arrivée à maturité de certains projets d'infrastructures et le démarrage de la production du champ pétrolier de Sangomar ont contribué à stabiliser la facture globale des importations. Ces facteurs ont permis de contenir les tensions sur la balance des paiements.

Tableau 7 : Evolution des importations (CAF) de marchandises générales

(en milliards)

PRODUITS	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires	781,3	867,2	950,7	1 221,9	1 131,5	1 156,3
Autres biens de consommation	458,5	481,8	548,3	604,6	577,4	602,4
Produits pétroliers	1 234,3	1 040,9	1 359,1	2 389,0	2 137,7	2 184,6
Biens intermédiaires	964,5	939,8	1 211,9	1 678,0	1 399,1	1 207,4
Biens d'équipement	1 184,8	1 002,5	1 128,7	1 452,0	1 714,2	1 758,6
Produits divers	150,6	162,2	179,8	203,7	247,9	252,0
Total (Commerce Général CAF non ajusté)	4 773,9	4 494,4	5 378,5	7 549,2	7 207,8	7 161,4
Ajust. de valeur	-10,9	-11,5	-12,1	-11,0	-10,5	-9,7
Ajust. de chronologie	-35,7	-30,5	-31,5	-30,0	-28,2	-26,1
Ajust. de champ couvert	64,2	57,2	66,2	57,9	127,8	121,9
IMPORTATIONS TOTALES CAF AJUSTEES	4 791,5	4 509,6	5 401,2	7 566,1	7 296,9	7 247,4

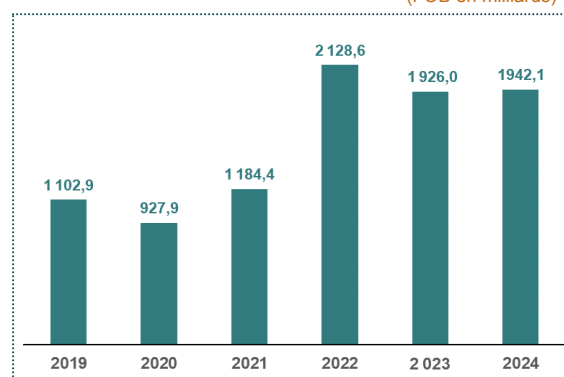
Sources : BCEAO/ANSD

Produits pétroliers

Les importations de produits pétroliers ont enregistré une légère hausse de 0,8%, malgré la baisse des cours mondiaux du pétrole (-2,5%).

En effet, les importations de pétrole brut ont diminué de 15,8%, en raison de la diminution des volumes importés (-10,8%).

Graphique 15 : Importations de produits pétroliers
(FOB en milliards)



Sources : BCEAO / ANSD

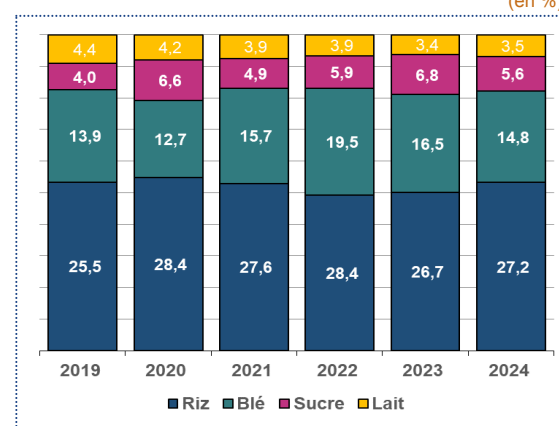
S'agissant du pétrole raffiné et de ses dérivés, ils ont augmenté de 7,0%, pour atteindre un total de 1.942,1 milliards contre 1.926,0 milliards l'année précédente.

Produits alimentaires

Les importations de produits alimentaires, valeur FOB, se sont inscrites en légère hausse (+0,8%) pour atteindre 1.028,0 milliards en 2024 contre 1.019,5 milliards un an plus tôt.

La facture alimentaire reste largement influencée par les importations de riz (280,1 milliards contre 272,1 milliards) et de produits laitiers (36,2 milliards contre 34,2 milliards), en lien avec le renchérissement des prix internationaux (+6,1% pour le riz et +9,1% pour les produits laitiers).

Graphique 16 : Importations de produits alimentaires
(en %)



Sources : BCEAO/ANSD

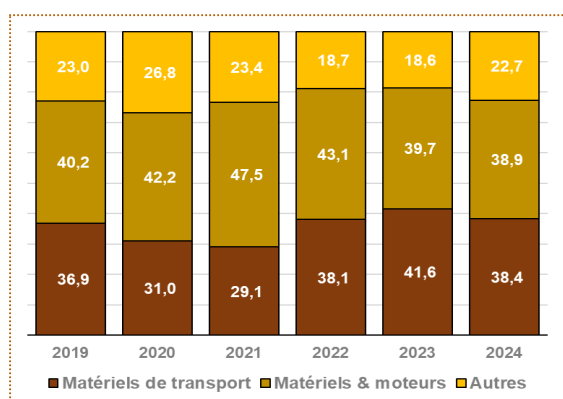
En revanche, les importations de blé et de sucre ont diminué respectivement de 9,6% et 16,9%, pour s'établir à 152,5 milliards et 57,5 milliards, sous l'effet du fléchissement des cours mondiaux de 26,1% et de 5,8%.

Biens d'équipements

Les acquisitions de biens d'équipement se sont chiffrées à 1.563,4 milliards contre 1.544,5 milliards en 2023, soit une faible progression de 1,2% traduisant l'évolution des rubriques "matériels de transport" (600,4 milliards contre 643,2 milliards) et "machines, et moteurs et autres équipements" (963,0 milliards contre 901,3 milliards).

Il convient de souligner que la baisse sensible des importations de matériels de transport reflète la diminution des acquisitions d'équipements (autorails, véhicules, etc.), à la suite notamment de l'arrivée à maturité et de l'inauguration, en janvier 2024, du projet de mobilité urbaine *Bus Rapid Transit*.

Graphique 17 : Importations de biens d'équipement
(en %)



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 8 : Importations de marchandises générales ajustées

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produits alimentaires (FOB en milliards de FCFA)	698,1	773,1	828,5	1 088,7	1 019,5	1 028,0
Riz (FOB en milliards de FCFA)	177,7	219,3	228,7	309,0	272,1	280,1
Volume (en milliers de tonnes)	897,4	1 097,0	1 120,2	1 448,4	1 002,4	968,8
Prix (en FCFA/kg)	198,0	199,9	204,1	213,3	271,4	289,1
Blé (FOB en milliards de FCFA)	96,8	98,6	130,2	212,0	168,7	152,5
Volume (en milliers de tonnes)	937,2	905,6	909,4	1 045,3	1 103,3	1 176,6
Prix (en FCFA/kg)	103,3	108,8	143,2	202,8	152,9	129,6
Sucre (FOB en milliards de FCFA)	27,8	50,9	40,7	64,0	69,2	57,5
Volume (en milliers de tonnes)	101,8	179,1	115,0	173,3	146,8	130,0
Prix (en FCFA/kg)	273,2	284,4	354,0	369,3	471,6	442,5
Lait (FOB en milliards de FCFA)	30,4	32,1	32,6	42,6	34,2	36,2
Volume (en milliers de tonnes)	24,8	24,4	25,2	34,4	28,4	27,6
Prix (en FCFA/kg)	1 223,3	1 317,7	1 290,0	1 237,1	1 201,3	1 310,6
Autres (FOB en milliards de FCFA)	365,3	372,1	396,3	461,2	475,3	501,7
Volume (en milliers de tonnes)	643,2	615,2	651,3	732,2	841,3	929,8
Prix (en FCFA/kg)	567,9	604,9	608,6	629,9	565,0	539,6
Produits pétroliers (FOB en milliards de FCFA)	1 102,9	927,9	1 184,4	2 128,6	1 926,0	1 942,1
Produits brut (FOB en milliards de FCFA)	211,2	226,3	248,1	247,8	520,2	437,9
Volume (en milliers de tonnes)	960,8	1 294,5	1 287,7	876,8	2 191,7	1 893,0
Prix (en FCFA/kg)	219,9	174,8	192,6	282,6	237,4	231,3
Produits finis (FOB en milliards de FCFA)	831,6	653,9	868,3	1 735,6	1 252,3	1 380,5
Volume (en milliers de tonnes)	2 990,7	2 954,1	3 282,9	4 473,1	3 842,2	4 608,6
Prix (en FCFA/kg)	278,1	221,3	264,5	388,0	325,9	299,5
Autres produits pétroliers (FOB en milliards de FCFA)	60,0	47,8	68,0	145,2	153,5	123,7
Biens intermédiaires (FOB en milliards de FCFA)	861,8	837,8	1 056,2	1 495,1	1 260,6	1 073,3
Biens d'équipement (FOB en milliards de FCFA)	1 058,6	893,8	983,7	1 293,7	1 544,5	1 563,4
Matériels de transport (FOB en milliards de FCFA)	390,6	277,2	286,4	493,1	643,2	600,4
Matériels & moteurs (FOB en milliards de FCFA)	425,1	377,4	467,4	558,0	613,7	608,1
Autres (FOB en milliards de FCFA)	243,0	239,1	229,9	242,6	287,6	354,9
Autres biens (FOB en milliards de FCFA)	559,8	587,7	654,4	735,3	823,9	836,1
IMPORTATIONS FOB AJUSTEES (FOB en milliards de FCFA)	4 281,2	4 020,3	4 707,2	6 741,4	6 574,5	6 443,0
Fret et assurances (FOB en milliards de FCFA)	510,3	489,3	694,1	824,7	722,4	804,5
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES (FOB en milliards de FCFA)	4 791,5	4 509,6	5 401,2	7 566,1	7 296,9	7 247,4

Sources : BCEAO/ANSD

Encadré 4 : Ajustement des données du Commerce extérieur

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la balance des paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers. La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : *les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.*

Ajustements de chronologie : *ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.*

Ajustements de valeur : *un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.*

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

I.2 - Balance des services

La balance des services, structurellement déficitaire, est marquée, en 2024, par la maturité des travaux de développement des projets pétrolier et gazier. Ainsi, le solde du compte des services s'est significativement amélioré (-34,2%) pour s'établir à -1.041,9 milliards contre -1.583,7 milliards un an plus tôt.

Cet assouplissement est attribuable à la réduction des dépenses du poste "autres services" (-546,2 milliards contre -1.167,4 milliards), sous l'effet de la baisse des

importations des services techniques et de construction dans le cadre des projets d'hydrocarbures.

Cette situation a, en revanche, été contrebalancée par la hausse modérée du fret (-684,7 milliards contre -610,6 milliards).

Pour sa part, le poste "voyage" consolide son excédent (249,4 milliards contre 241,7 milliards un an plus tôt), reflétant le dynamisme des activités touristiques, après les perturbations survenues en période pré-électorale.

Tableau 9 : Evolution des principaux soldes de la balance des services

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Services	-265,9	-1 017,2	-1 386,4	-1 530,6	-1 583,7	-1 041,9
Transport	-453,1	-393,6	-610,3	-744,0	-658,0	-745,1
<i>dont Fret</i>	<i>-417,1</i>	<i>-403,4</i>	<i>-590,2</i>	<i>-712,6</i>	<i>-610,6</i>	<i>-684,7</i>
Voyage	200,3	41,8	120,9	231,4	241,7	249,4
Autres services	-13,2	-665,4	-897,0	-1 017,9	-1 167,4	-546,2

Source : BCEAO

I.2.1- Transport

Les échanges de services de transport présentent un solde négatif de 745,1 milliards, en hausse de 87,1 milliards par rapport à l'année précédente (658,0 milliards).

Cette dégradation s'explique principalement par l'augmentation de 12,1% des coûts nets de transport de marchandises, en lien avec la hausse des volumes importés.

En effet, les dépenses liées au transport maritime, représentant 11,1% des importations totales contre 9,9% en 2023,

demeurent particulièrement sensibles aux perturbations géopolitiques et logistiques à l'échelle mondiale, qui ont impacté les coûts opérationnels des compagnies maritimes.

Par ailleurs, le transport de passagers a enregistré des sorties nettes de 73,7 milliards en 2024, dépassant le niveau observé avant la pandémie de la Covid-19, témoignant d'une reprise soutenue du transport aérien. Il convient toutefois de relever que la suppression de certaines lignes par la compagnie aérienne nationale a contribué à augmenter le déficit du poste "transport".

Tableau 10 : Evolution des services de transports

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Transport	-453,1	-393,6	-610,3	-744,0	-658,0	-745,1
Passagers	-46,7	0,6	-35,8	-48,5	-62,0	-73,7
Fret (net)	-417,1	-403,4	-590,2	-712,6	-610,6	-684,7
Autres activités connexes	10,7	9,2	15,6	17,1	14,6	13,3

Source : BCEAO

I.2.2- Voyage

Le poste “voyage”, principalement alimenté par les recettes touristiques à titre personnel (87,6%), a consolidé son excédent (+3,2%) pour atteindre 249,4 milliards en 2024. Les recettes nettes ont progressé de 2,7% pour les voyages d'affaires et de 3,9% pour les voyages à titre personnel.

Cette consolidation reflète la reprise continue des activités touristiques, malgré la transition politique survenue au cours de l'année.

Globalement, les recettes touristiques sont passées de 357,4 milliards à 370,2 milliards au cours de la période sous-revue.

Tableau 11 : Evolution du poste voyage

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Voyages	200,3	41,8	120,9	231,4	241,7	249,4
A titre professionnel						
Recettes	60,2	17,2	40,9	75,2	89,8	95,0
Dépenses	47,9	3,8	32,7	51,2	58,2	62,5
A titre personnel						
Recettes	242,1	53,5	158,5	260,0	267,6	275,2
Dépenses	54,0	25,1	45,8	52,6	57,6	56,8

Source : BCEAO

I.2.3- Autres services

Le déficit du compte des “autres services” a fortement diminué en 2024, s'établissant à 546,2 milliards contre 1.167,4 milliards en 2023, soit un repli de 53,2%.

Cette amélioration s'explique principalement par la contraction des dépenses dans les “autres services aux entreprises” (-463,7 milliards contre -877,1 milliards) et les services de construction (-78,3 milliards contre -262,8 milliards), en lien avec l'avancement des travaux du projet gazier et la mise en exploitation du champ pétrolier de Sangomar.

Parallèlement, une progression de 3,2 milliards des revenus nets du secteur des télécommunications a été observée au cours de la période sous-revue. En effet, le lancement de la fréquence 5G au Sénégal, une technologie renforçant la qualité des infrastructures du secteur, a relevé les recettes de télécommunications.

Les services financiers sont passés d'un déficit de 0,6 milliard à un excédent de 4,0 milliards au cours de la période sous revue, tandis que le solde négatif des services d'assurances et de retraite s'est légèrement atténué pour atteindre 126,8 milliards contre 129,6 milliards un an plus tôt.

Tableau 12 : Evolution du solde des autres services

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Autres services	-13,2	-665,4	-897,0	-1 017,9	-1 167,4	-546,2
Travaux de construction	20,2	-153,3	-208,1	-252,8	-262,8	-78,3
Services d'assurance et de retraite	-69,3	-61,8	-98,7	-152,9	-129,6	-126,8
Services financiers	0,8	0,5	-3,4	-2,2	-0,6	4,0
Services des télécommunications	30,1	5,0	24,0	60,0	22,0	25,2
Autres services aux entreprises	-78,9	-534,5	-766,6	-758,8	-877,1	-463,7
Biens et services des administrations non considérés ailleurs et autres services	83,9	78,7	155,8	88,7	80,7	93,5

Source : BCEAO

I.3 - Compte de revenu primaire

Le compte de revenu primaire enregistre les revenus tirés de la production, en particulier les rémunérations des salariés entre résidents et non-résidents, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production).

Le déficit du compte de revenu primaire s'est creusé de 406,7 milliards, pour

atteindre de 1.096,8 milliards en 2024, sous l'effet de l'augmentation du solde déficitaire des revenus des investissements (-1.236,2 milliards contre -819,7 milliards).

Cette détérioration est le résultat de l'augmentation des intérêts payés au titre de la dette extérieure publique et privée ainsi que de la hausse des dividendes distribués dans les branches extractives et manufacturières.

Tableau 13 : Evolution des soldes du compte de revenu primaire

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Revenu primaire	-383,8	-340,9	-367,6	-558,3	-690,1	-1 096,8
Rémunération des salariés	69,1	73,9	75,5	94,8	118,5	127,4
Revenus des investissements	-460,9	-422,7	-452,3	-663,2	-819,7	-1 236,2
Intérêt sur dette publique	232,9	251,8	254,1	322,8	489,9	669,4
Autres revenus primaires	8,1	7,8	9,2	10,0	11,1	12,0

Source : BCEAO

S'agissant des revenus des investissements directs, l'augmentation du déficit s'explique principalement par la progression des intérêts versés (+125,7 milliards) et des dividendes distribués (+62,8 milliards). L'évolution des intérêts reflète notamment le démarrage de l'amortissement de la dette liée au projet pétrolier ainsi que les contributions des autres secteurs tels que les mines, le secteur bancaire et les télécommunications.

De même, le déficit du revenu des investissements de portefeuille s'est dégradé, passant de 10,9 milliards à 13,7

milliards, en liaison avec la hausse des intérêts payés par l'Administration publique sur le marché financier sous-régional (81,4 milliards contre 70,8 milliards). Cette progression a été atténuée par les intérêts reçus du secteur bancaire (95,5 milliards contre 79,2 milliards) au titre des créances détenues sur les autres Etats de l'Union.

Le déficit des revenus des autres investissements a augmenté de 266,4 milliards en variation annuelle, pour se situer à 709,7 milliards, en lien avec les intérêts payés par l'Etat du Sénégal sur les prêts projets et programmes.

I.4 - Compte de revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire est évalué à 2.276,9 milliards contre 1.818,1 milliards en 2023, en lien avec le dynamisme des envois de fonds des migrants (+482,6 milliards).

La stratégie d'expansion des services de paiements, via la monnaie électronique, a concouru à l'augmentation des transferts reçus de la diaspora sénégalaise.

Tableau 14 : Evolution des revenus secondaires

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Revenu secondaire	1 225,3	1 435,4	1 571,4	1 642,0	1 818,1	2 276,9
Administrations publiques	-11,8	168,0	-11,5	-26,4	16,5	-53,4
Aides budgétaires	16,5	194,7	17,1	23,4	74,6	0,1
Autres secteurs	1 237,1	1 267,5	1 582,9	1 668,4	1 801,6	2 330,3
Envois de fonds des travailleurs	1 086,8	1 123,2	1 420,5	1 553,1	1 657,2	2 139,8

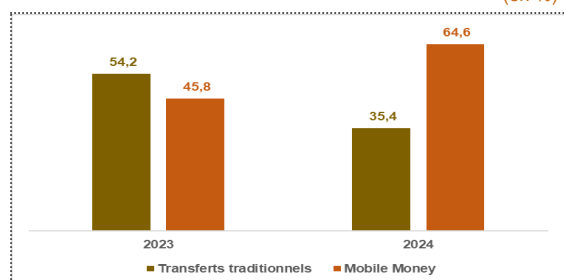
Source : BCEAO

En 2024, les transferts de fonds de la diaspora sénégalaise ont connu une nette réorientation vers le mobile money, ce canal représentant désormais 64,6 % des transferts contre 45,8 % en 2023.

de transaction. Les fonds reçus par mobile money sont ainsi ressortis à 1.939,6 milliards en 2024, soit une progression de 864,9 milliards en variation annuelle.

Graphique 18 : Répartition des transferts des migrants par canal de transmission

(en %)



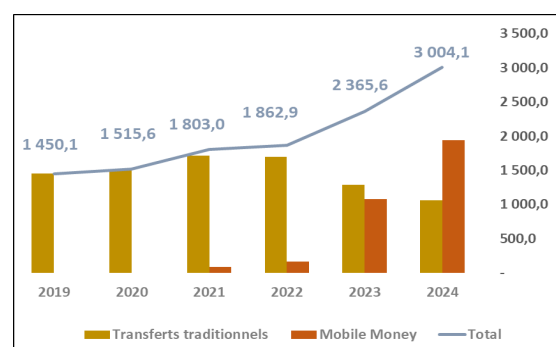
Source : BCEAO

Cette évolution résulte de l'extension des services de paiement mobile, soutenue par les nouvelles collaborations entre les opérateurs nationaux et leurs partenaires internationaux. A l'inverse, le canal traditionnel a vu sa part de marché diminuer de 18,8 points, pour s'établir à 35,4 %.

Cette réorientation illustre la digitalisation croissante des transferts financiers et l'adoption massive du mobile money par la diaspora sénégalaise qui privilégie la rapidité, la sécurité et la réduction des coûts

S'agissant des montants reçus via les opérateurs de transfert traditionnels, ils sont passés de 1.273,8 milliards en 2023 à 1.064,6 milliards en 2024, en retrait de 209,3 milliards.

Graphique 19 : Evolution des transferts des migrants
(en milliards)

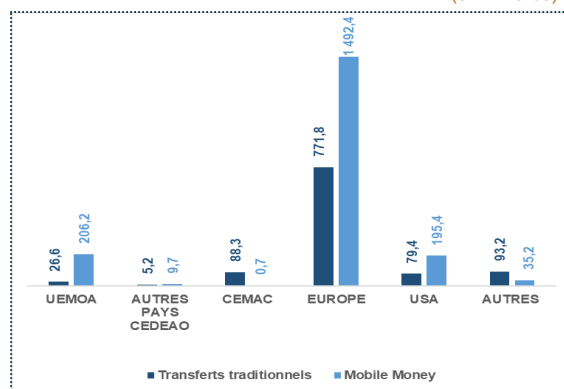


Source : BCEAO

L'analyse par zone géographique révèle que le mobile money reste le canal dominant pour les transferts de fonds en provenance de l'Europe (1.492,4 milliards via mobile money contre 771,8 milliards par les canaux traditionnels), de l'UEMOA (206,2 milliards contre 26,6 milliards) et des Etats-Unis

(195,4 milliards contre 79,4 milliards). En revanche, dans la zone CEMAC, les transferts traditionnels demeurent majoritaires, totalisant 88,3 milliards contre 0,7 milliard via mobile money.

Graphique 20 : Transferts des migrants par zone géographique et par canal de transmission (en milliards)



Source : BCEAO

En ce qui concerne les transferts courants au profit de l'Etat, le compte de revenu secondaire présente un déficit de 53,4 milliards en 2024, contre un excédent de 16,5 milliards en 2023.

Cette évolution s'explique principalement par l'interruption ou l'arrêt des aides budgétaires (0,07 milliard contre 74,6 milliards l'année précédente), en raison notamment de l'impact de la suspension du programme soutenu par le Fonds Monétaire International sur les décaissements attendus des bailleurs de fonds traditionnels.

II. Compte de capital

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers, non produits. Il enregistre pour l'essentiel les subventions d'investissements reçus de l'Administration publique.

Le solde du compte de capital a progressé de 21,1 milliards, pour s'établir à 186,7 milliards en 2024 après 165,6 milliards un an plus tôt.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

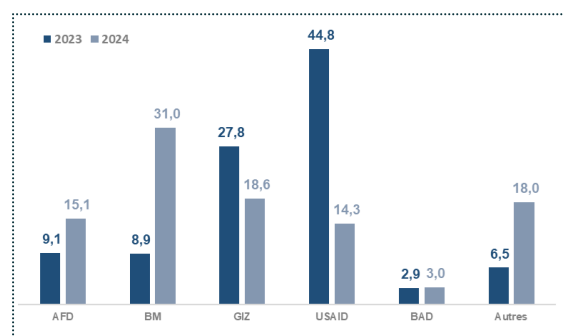
	(en milliards)					
Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Compte de capital	216,6	138,9	122,3	123,1	165,6	186,7
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-3,1	-3,1	-4,0	-4,1	-3,1	-3,2
Transferts de capital	219,7	142,0	126,3	127,2	168,7	189,9
Administrations publiques	207,9	129,8	113,5	131,9	124,5	128,0
Autres secteurs	11,8	12,2	12,8	-4,7	44,2	61,9

Source : BCEAO

Les subventions d'investissements reçus par l'Etat du Sénégal en 2024 proviennent des bailleurs de fonds classiques, notamment la Banque mondiale (BM, 31,0% contre 8,9%), la coopération allemande (GIZ, 18,6% contre 27,8%), l'Agence Française de Développement (AFD, 15,1% contre 9,1%) et l'USAID (14,3% contre 44,8%).

Graphique 21 : Transferts en capital de l'Etat par bailleurs de fonds

(%)



Source : BCEAO

En définitive, le solde des transactions courantes et en capital cumulé (besoin de financement) est passé de 3.517,4 milliards en 2023 à 2.058,0 milliards en 2024.

La contraction du besoin de financement résulte de la forte atténuation du déficit courant (-1.438,3 milliards), en particulier celui du compte de biens (-844,5 milliards), et de la consolidation de l'excédent du compte de capital.

L'analyse du compte financier montre la manière dont le besoin de financement a été couvert par la mobilisation de capitaux non monétaires extérieurs.

III. Compte financier

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit la manière dont le besoin (la capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisée) par des mobilisations de capitaux (investissement) à l'étranger par le secteur non bancaire. Dans le cas d'un besoin de financement, il permet d'apprécier la capacité d'autofinancement du secteur public et privé non bancaire.

En 2024, le financement extérieur non monétaire mobilisé est ressorti en baisse de 41,1%, passant de 3.630,8 milliards à 2.139,9 milliards.

Les mobilisations ont été effectuées selon divers instruments, notamment les investissements directs étrangers (IDE, 1.963,1 milliards contre 2.862,6 milliards) et les investissements de portefeuille (395,9 milliards contre 89,3 milliards). Le profil des autres investissements (+219,2 milliards contre -679,0 milliards) a toutefois atténué la dynamique observée.

Tableau 16 : Evolution du compte financier

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Compte financier	-1 036,9	-1 295,6	-1 860,9	-3 285,0	-3 630,8	-2 139,9
Investissement direct	-582,6	-1 005,2	-1 406,5	-1 783,1	-2 862,6	-1 963,1
Investissements de portefeuille	-60,8	-298,8	-562,2	-528,3	-89,3	-395,9
Dérivées financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-393,5	8,4	107,9	-973,7	-679,0	219,2

Source : BCEAO

Investissements Directs Etrangers (IDE)

Comparativement à l'année précédente, les IDE entrants sous forme d'instruments de dette se sont contractés de 867,5 milliards, pour s'établir à 1.694,6 milliards en 2024, après le pic observé en 2023.

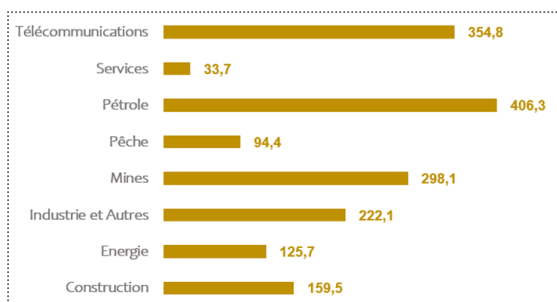
L'année 2024 marque le démarrage de la production des gisements pétroliers ainsi que le début du remboursement de la dette contractée pour le financement du projet Sangomar. A cet effet, la quasi-totalité des recettes générées par l'exploitation pétrolière de Sangomar a été affectée à l'amortissement de la dette extérieure.

Néanmoins, il convient de relever la consolidation des flux nets d'IDE concentrés vers les secteurs stratégiques, à l'instar des hydrocarbures (406,3 milliards), des services de télécommunications (354,8

milliards), des mines (298,1 milliards), de l'industrie (222,1 milliards), de la construction (159,5 milliards) et de l'énergie (125,7 milliards).

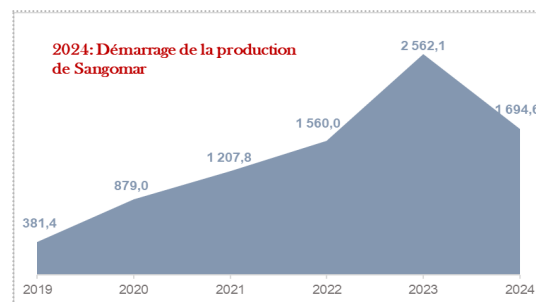
Cette orientation reflète la poursuite des projets extractifs majeurs (exploitation de la mine de BOTO et développement du champ Grand Tortue Ahmeyim) continue d'attirer des investissements étrangers. De plus, la mise en œuvre de la stratégie nationale numérique 2025 a entraîné des investissements importants dans le développement des infrastructures de télécommunications, afin de garantir un meilleur accès aux réseaux et services numériques.

Graphique 22: Structure des instruments de dette (IDE) mobilisé par le secteur privé
(en milliards)



Source : BCEAO

Graphique 23 : Evolution des instruments de dette (IDE) mobilisé par le secteur privé
(en milliards)



Source : BCEAO

Investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille ont affiché une accumulation nette de passifs de 395,9 milliards en 2024 contre 89,3 milliards en 2023, traduisant une entrée de capitaux au titre des emprunts obligataires nets de l'Etat du Sénégal sur les marchés financiers (507,1 milliards contre 127,0 milliards un an plus tôt).

En effet, le Gouvernement du Sénégal a procédé en 2024 à l'émission d'eurobonds

d'un montant de 750 millions de dollars US, assortis d'un taux d'intérêt de 7,5% et d'une maturité de sept ans. Cette opération s'est accompagnée de remboursements de titres de créance antérieurement émis sur le marché financier régional, ce qui a contribué à la dynamique nette observée.

Parallèlement, le secteur portuaire a procédé à l'amortissement des emprunts obligataires mobilisés sur le marché financier régional au cours de la période sous revue.

Tableau 17 : Evolution du passif net des investissements de portefeuille

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Investissements de portefeuille	-60,8	-298,8	-562,2	-528,3	-89,3	-395,9
Administrations publiques	-65,2	-221,3	-565,9	-273,8	-127,0	-507,1
Autres secteurs	4,4	-77,6	3,7	-254,6	37,7	111,2

Source : BCEAO

Autres investissements

Les autres investissements affichent un changement de tendance, passant d'une accumulation nette de passifs de 679,0 milliards en 2023 à une accumulation nette d'actifs de 219,2 milliards en 2024.

Cette amélioration résulte principalement de la baisse des tirages de l'Etat (1.632,2 milliards contre 2.372,0 milliards en 2023), conjuguée à une augmentation des créances du secteur privé, à la suite de la dette commerciale accordée aux clients étrangers ainsi qu'au

règlement de charges courantes envers l'extérieur.

Cette tendance a toutefois été atténuée par la hausse des emprunts nets contractés par les opérateurs économiques qui atteignent 1.503,3 milliards, dominés par les institutions de microfinance (45,9%), les sociétés de télécommunications (2,7%) et les entreprises industrielles (1,6%).

S'agissant de l'Administration publique, les tirages extérieurs au titre des prêts projets et des prêts programmes se sont repliés respectivement de 385,8 milliards et de 283,2 milliards.

Tableau 18 : Evolution du passif net des autres investissements

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Autres investissements	-393,5	8,4	107,9	-973,7	-679,0	219,2
dont Prêts	-1 791,7	-860,6	-779,3	-1 307,9	-3 485,3	-3 135,6
Administrations publiques	-1 615,0	-757,5	-837,5	-1 065,2	-2 372,0	-1 632,2
Autres secteurs	-176,7	-103,1	58,1	-242,7	-1 113,3	-1 503,3
Crédits commerciaux et autres comptes a payer	1 399,1	846,2	696,9	174,6	2 719,9	3 252,9
Autres secteurs	1 399,1	846,2	696,9	174,6	2 719,9	3 252,9

Source : BCEAO

IV. Capitaux monétaires

I.V.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôt

A fin décembre 2024, les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts (AID) se sont établis à 777,5 milliards contre 1.003,3 milliards l'année précédente, soit une contraction de 225,8 milliards.

Cette évolution est consécutive à l'augmentation de 127,8 milliards des engagements extérieurs envers les non-résidents, associée à la baisse de 98,1 milliards des créances sur l'extérieur des banques commerciales.

L'augmentation des engagements extérieurs est expliquée principalement par l'évolution des crédits (+127,8 milliards).

Le repli des créances extérieures résulte, pour sa part, de l'évolution des dépôts des AID (-97,6 milliards) dans les livres de leurs correspondants étrangers.

Tableau 19 : Evolution du stock des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Créances sur les non-résidents	1245,2	1446,9	1670,0	2032,5	2063,8	1965,8
Engagements extérieurs	743,7	736,1	995,5	1172,9	1060,5	1188,3
Actifs Extérieurs Nets	501,5	710,9	674,5	859,6	1003,3	777,5

Source : BCEAO

I.V.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale

La position extérieure nette officielle à fin décembre 2024 est passée de 1.038,0 milliards en 2023 à 1.341,1 milliards en 2024, en amélioration de 303,0 milliards comparativement à l'année précédente.

Cette évolution est expliquée principalement par la baisse des engagements extérieurs de la Banque Centrale (-301,1 milliards).

Tableau 20 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale

(en milliards)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Avoirs	1736,6	1673,0	2459,3	2409,1	2 949,9	2 951,8
Avoirs officiels de réserve	37,6	260,0	669,4	263,5	282,8	163,8
Autres actifs extérieurs	1698,9	1413,0	1789,9	2145,6	2 667,1	2 788,1
Engagements	265,3	503,6	1113,3	1308,4	1 911,8	1 610,8
Engagements extérieurs à court terme	2,6	251,3	367,7	611,6	978,9	901,1
Autres engagements extérieurs	262,8	252,3	743,6	696,7	932,9	709,6
Actifs Extérieurs Nets	1471,3	1169,4	1346,0	1100,7	1 038,0	1 341,1

Source : BCEAO

Évalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système bancaire, le solde global de la balance des paiements ressort en excédent de 77,2 milliards contre 80,7 milliards un an plus tôt. Cette évolution est imputable

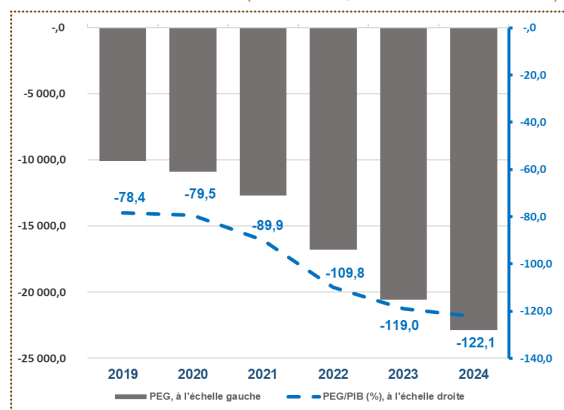
exclusivement à la consolidation des actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission (+303,0 milliards), ceux des autres institutions de dépôts (-225,8 milliards) s'étant repliés au cours de la période sous-revue.

V. Position Extérieure Globale (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêté, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard des entités non résidentes. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde.

La PEGN est ressortie débitrice à 22.852,8 milliards contre 20.548,9 milliards un an plus tôt, soit une dégradation de 2.303,9 milliards, reflétant une hausse des engagements (+3.599,8 milliards) plus prononcée que celle des avoirs (+1.295,8 milliards).

Graphique 24 : Evolution de la PEGN
(en milliards, sauf indication contraire)



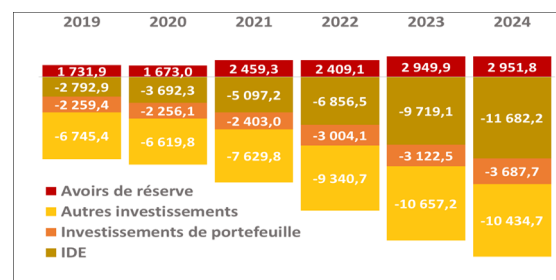
Source : BCEAO

Par instruments financiers, l'augmentation des engagements est expliquée par les capitaux mobilisés au titre des IDE (+2.012,3 milliards), des investissements de portefeuille (+525,7 milliards) et des autres investissements (+1.061,8 milliards).

L'évolution des avoirs est, quant à elle, liée à l'accroissement des IDE (+49,1 milliards), des autres investissements (+1.284,2 milliards) et des avoirs de réserve (+2,0 milliards), dans un contexte de diminution des investissements de portefeuille (-39,5 milliards).

Graphique 25 : Composition de la PEGN

(en milliards)



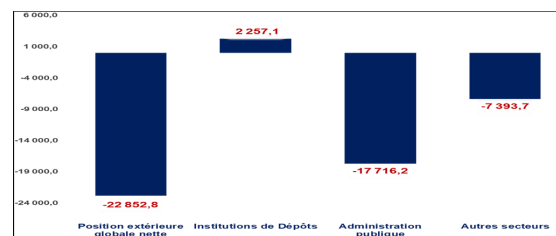
Source : BCEAO

Ainsi, la dégradation de la PEGN est imputable essentiellement à la hausse des engagements nets, notamment des investissements directs (+1.963,1 milliards) et des investissements de portefeuille (+565,3 milliards). En revanche, la hausse des avoirs nets des autres investissements (+222,5 milliards) et des avoirs de réserve (+2,0 milliards) ont permis d'atténuer la dynamique observée.

La répartition par secteurs institutionnels indique une augmentation du déficit de la PEGN au cours de la période sous revue, en liaison avec la dégradation de la position extérieure nette de l'Administration publique (77,5% de la PEGN ; -17.716,2 milliards), sous l'effet de la mobilisation d'eurobonds et de ressources extérieures sous forme de prêts.

Graphique 26 : La PEGN par secteurs institutionnels

(en milliards)



Source : BCEAO

La PEG du secteur privé affiche, pour sa part, un déficit moindre (-7.393,7 milliards), reflétant les remboursements des emprunts des projets pétroliers et la hausse des crédits commerciaux accordés aux clients extérieurs.

CONCLUSION

L'année 2024 a constitué un tournant pour l'économie sénégalaise, avec le démarrage de l'exploitation du champ pétrolier de Sangomar faisant entrer le Sénégal dans le cercle restreint des pays producteurs de pétrole. Cette nouvelle dynamique a contribué à une croissance robuste du PIB réel, estimée à 6,1%, portée principalement par les secteurs secondaire (25,0% du PIB) et tertiaire (48,4% du PIB). Le contexte international, marqué par la détente des prix des matières premières importées, a également été favorable à l'économie domestique.

Sur le plan des comptes extérieurs, l'économie sénégalaise a enregistré une amélioration sensible du déficit du compte des transactions courantes, ramené à 11,3% du PIB. Cette évolution résulte de la hausse des exportations de biens, notamment pétroliers, de la baisse des importations et de l'apport positif des envois de fonds des migrants. Ainsi, le besoin de financement externe s'est réduit et a été largement couvert par des emprunts extérieurs et des investissements de portefeuille, consolidant les actifs extérieurs nets du système bancaire.

Pour maintenir et renforcer ce dynamisme, il serait opportun de poursuivre la mise en œuvre des politiques économiques et des réformes structurelles ciblées. A cet effet, sous l'incidence de l'Agenda National de

Transformation, Sénégal 2050, les orientations nouvelles en matière d'investissements dans les secteurs à fort potentiel de croissance, de développement du secteur industriel pour une meilleure valorisation des produits locaux et de promotion des chaînes de valeur alimentaires pourraient favoriser la substitution progressive de certains produits importés.

La valorisation de la production nationale de pétrole comme alternative aux importations contribuerait à réduire la facture énergétique tout en rationalisant les subventions publiques.

Ainsi, la consolidation des efforts d'industrialisation durable, combinée à une gestion optimisée des ressources naturelles, permettrait non seulement de stabiliser la balance des paiements et les finances publiques, mais aussi de créer des emplois, de renforcer l'effort fiscal et d'améliorer les conditions de vie de la population.

Au demeurant, la transformation structurelle de l'économie s'impose comme une condition essentielle pour renforcer la résilience du pays face aux chocs géopolitiques et climatiques, tout en garantissant une croissance économique soutenue et durable.

ANNEXES

Balance des paiements du Sénégal au titre de l'année 2024

en millions de FCFA

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024	Solde
			Débit / Acc. nets de passifs			Débit / Acc. nets de passifs	
1,0 100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	6 860 020,3	10 543 014,0	-3 682 993,7	8 225 595,0	10 470 258,2	-2 244 663,3
1.A 011000_1_B_N_N_E	. -- Biens et services	4 255 401,0	9 066 396,9	-4 810 995,9	5 056 497,6	8 481 223,2	-3 424 725,7
1.A.a	110000_1_B_N_N_E . ---- Biens	3 348 516,6	6 575 812,5	-3 227 295,9	4 060 792,9	6 443 582,6	-2 382 789,7
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E . ----- Marchandises générales, base balance des paiements	2 747 808,3	6 574 538,9	-3 826 730,6	3 405 280,2	6 442 973,5	-3 037 693,3
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E . ----- Dont : Réexportations	42 707,0	0,0	42 707,0	44 372,6	0,0	44 372,6
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E . ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	3 583,8	0,0	3 583,8	4 139,2	0,0	4 139,2
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E . ----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E . ----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	3 583,8	0,0	3 583,8	4 139,2	0,0	4 139,2
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E . ----- Or non monétaire	597 124,5	1 273,5	595 850,9	651 373,4	609,1	650 764,3
1.A.b	120000_1_B_N_N_E . ---- Services	906 884,5	2 490 584,4	-1 583 700,0	995 704,7	2 037 640,6	-1 041 935,9
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E . ----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1 982,5	721,4	1 261,1	1 471,7	853,5	618,2
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E . ----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E . ----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	1 982,5	721,4	1 261,1	1 471,7	853,5	618,2
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E . ----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	1 052,9	16 107,0	-15 054,1	1 273,0	16 692,5	-15 419,5
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E . ----- Transport	123 611,2	781 593,7	-657 982,5	127 990,7	873 108,3	-745 117,6
1.A.b.3.1	123100_1_B_N_N_E . ----- Pour tous les modes de transports	123 229,7	781 255,2	-658 025,5	127 573,7	872 762,7	-745 189,0
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E . ----- Voyageurs	36 614,4	98 631,7	-62 017,2	39 071,4	112 802,3	-73 730,9
1.A.b.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E . ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	786,9	0,0	786,9	1 005,7	0,0	1 005,7
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E . ----- Fret	58 809,0	669 376,7	-610 567,7	60 710,0	745 422,4	-684 712,4
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E . ----- Autres	27 806,3	13 246,9	14 559,4	27 792,4	14 538,1	13 254,3
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E . ----- Transports maritimes	12 086,9	635 907,9	-623 821,0	11 440,0	708 151,3	-696 711,3
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E . ----- Voyageurs	844,8	0,0	844,8	919,1	0,0	919,1
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E . ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E . ----- Fret	1 928,7	635 907,9	-633 979,2	1 645,2	708 151,3	-706 506,1
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E . ----- Autres	9 313,4	0,0	9 313,4	8 875,7	0,0	8 875,7
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E . ----- Transports aériens	32 228,9	91 549,3	-59 320,4	31 365,1	96 841,9	-65 476,9
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E . ----- Voyageurs	25 984,1	79 573,1	-53 588,9	25 646,4	83 718,8	-58 072,5
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E . ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E . ----- Fret	2 758,4	8 501,1	-5 742,7	2 723,9	9 466,9	-6 743,0
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E . ----- Autres	3 486,4	3 475,2	11,2	2 994,8	3 656,2	-661,4

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.A. b.3. 3	123330_1_B_N_N_E .----- Autres modes de transport	78 913,9	53 798,1	25 115,8	84 768,7	67 769,5	16 999,1
1.A. b.3. 3.1 1.A. b.3. 3.1. 1	123400_1_B_N_N_E .----- Voyageurs	9 785,5	19 058,6	-9 273,1	12 505,9	29 083,4	-16 577,6
1.A. b.3. 3.1. 1	123410_1_B_N_N_E .----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	786,9	0,0	786,9	1 005,7	0,0	1 005,7
1.A. b.3. 3.2 1.A. b.3. 3.3	12341z_1_B_N_N_E .----- Fret	54 121,9	24 967,8	29 154,2	56 340,9	27 804,3	28 536,7
1.A. b.3. 3.3	123420_1_B_N_N_E .----- Autres	15 006,5	9 771,7	5 234,8	15 921,9	10 881,8	5 040,0
1.A. b.3. 4	123430_1_B_N_N_E .----- Services postaux et services de messagerie	381,5	338,5	43,0	417,0	345,6	71,4
1.A. b.4. 1	124000_1_B_N_N_E .----- Voyages	357 469,8	115 800,1	241 669,7	370 160,0	120 779,5	249 380,5
1.A. b.4. 1	124100_1_B_N_N_E .----- À titre professionnel	89 827,5	58 245,1	31 582,4	94 968,3	62 534,4	32 433,9
1.A. b.4. 1.1 1.A. b.4. 1.2	124110_1_B_N_N_E .----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 1.2	124120_1_B_N_N_E .----- Autres	89 827,5	58 245,1	31 582,4	94 968,3	62 534,4	32 433,9
1.A. b.4. 2	124200_1_B_N_N_E .----- À titre personnel	267 642,3	57 555,0	210 087,3	275 191,7	56 814,0	218 377,7
1.A. b.4. 2.1 1.A. b.4. 2.2 1.A. b.4. 2.3	124210_1_B_N_N_E .----- Santé	7 876,5	5 622,7	2 253,8	7 974,9	5 712,6	2 262,3
1.A. b.4. 2.3	124220_1_B_N_N_E .----- Éducation	42 185,7	35 922,7	6 263,0	40 498,3	35 347,9	5 150,4
1.A. b.4. 2.3	124230_1_B_N_N_E .----- Autres	217 580,1	16 009,6	201 570,5	226 718,5	15 753,5	210 965,0
1.A. b.4. 0	124000_1_B_N_N_E .----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 0.1 1.A. b.4. 0.2 1.A. b.4. 0.3 1.A. b.4. 0.4 1.A. b.4. 0.5	124011_1_B_N_N_E .----- Biens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 0.2	124021_1_B_N_N_E .----- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 0.3	124031_1_B_N_N_E .----- Services d'hébergement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 0.4	124041_1_B_N_N_E .----- Services de restauration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 0.5	124051_1_B_N_N_E .----- Autres services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 1	124z51_1_B_N_N_E .----- Services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.4. 1	124y51_1_B_N_N_E .----- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A. b.5.	125000_1_B_N_N_E .----- Travaux de construction	20 951,0	283 718,6	-262 767,6	16 080,3	94 377,1	-78 296,8
1.A. b.5. 1	125100_1_B_N_N_E .----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	10 771,3	283 718,6	-272 947,3	6 236,6	94 377,1	-88 140,5
1.A. b.5. 2	125200_1_B_N_N_E .----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	10 179,7	0,0	10 179,7	9 843,7	0,0	9 843,7
1.A. b.6.	126000_1_B_N_N_E .----- Services d'assurance et de retraite	12 454,2	142 079,6	-129 625,4	13 400,9	140 250,0	-126 849,1
1.A. b.6. 1	126100_1_B_N_N_E .----- Assurance directe	8 816,2	133 250,6	-124 434,4	9 583,2	131 251,0	-121 667,8
1.A. b.6. 2	126200_1_B_N_N_E .----- Réassurance	1 545,6	2 603,4	-1 057,9	1 805,2	2 829,9	-1 024,7
1.A. b.6. 3	126300_1_B_N_N_E .----- Services auxiliaires d'assurance	1 186,3	5 451,2	-4 264,9	1 085,5	5 369,4	-4 283,9
1.A. b.6. 4	126400_1_B_N_N_E .----- Services de retraite et de garantie standardisée	906,2	774,4	131,8	927,0	799,7	127,4

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.A. b.7 1.A. b.7. 1 1.A. b.7. 2	127000_1_B_N_N_E .----- Services financiers	36 081,9	36 653,5	-571,7	36 120,5	32 165,7	3 954,8
1.A. b.7. 1 1.A. b.7. 2	127100_1_B_N_N_E .----- Services financiers explicitement facturés et autres	27 179,7	17 980,1	9 199,7	31 304,9	24 327,1	6 977,8
1.A. b.7. 2	127200_1_B_N_N_E .----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	8 902,1	18 673,4	-9 771,3	4 815,7	7 838,7	-3 023,0
1.A. b.8 1.A. b.9	128000_1_B_N_N_E .----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	4 426,0	170,6	4 255,4	5 292,8	175,5	5 117,3
1.A. b.9 1.A. b.9. 1 1.A. b.9. 2 1.A. b.9. 3	129000_1_B_N_N_E .----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information	77 857,2	55 887,4	21 969,8	93 710,9	68 501,0	25 209,9
1.A. b.9. 1 1.A. b.9. 2 1.A. b.9. 3	129100_1_B_N_N_E .----- Services de télécommunications	65 502,1	28 108,9	37 393,2	81 337,2	33 634,6	47 702,6
1.A. b.9. 2 1.A. b.9. 3	129200_1_B_N_N_E .----- Services d'informatique	4 522,3	16 029,0	-11 506,7	5 050,0	22 562,0	-17 512,0
1.A. b.9. 3	129300_1_B_N_N_E .----- Services d'information	7 832,8	11 749,5	-3 916,7	7 323,7	12 304,4	-4 980,7
1.A. b.1 0	12A000_1_B_N_N_E .----- Autres services aux entreprises	136 264,8	1 013 331,0	-877 066,2	188 875,7	652 582,1	-463 706,4
1.A. b.1. 0.1 1.A. b.1. 0.2 1.A. b.1. 0.3	12A100_1_B_N_N_E .----- Services de recherche-développement	1 052,2	39 569,1	-38 516,9	1 533,9	41 061,1	-39 527,2
1.A. b.1. 0.2 1.A. b.1. 0.3	12A200_1_B_N_N_E .----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	125 690,6	55 658,9	70 031,8	176 344,0	75 607,0	100 737,0
1.A. b.1. 0.3	12A300_1_B_N_N_E .----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	9 521,9	918 103,0	-908 581,1	10 997,8	535 914,0	-524 916,3
1.A. b.1 1	12B000_1_B_N_N_E .----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 971,5	8 580,0	-3 608,5	6 116,7	8 974,7	-2 858,0
1.A. b.1. 1.1 1.A. b.1. 1.2	12B100_1_B_N_N_E .----- Services audio-visuels et connexes	4 851,2	8 580,0	-3 728,9	5 991,2	8 974,7	-2 983,5
1.A. b.1. 1.2	12B200_1_B_N_N_E .----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	120,3	0,0	120,3	125,5	0,0	125,5
1.A. b.1 2	12C000_1_B_N_N_E .----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	129 761,5	35 941,3	93 820,2	135 211,5	29 180,6	106 030,8
1.A. b.0. 1	12D000_1_B_N_N_E .----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.B 130000_1_B_N_AL_	--- Revenu primaire	444 083,7	1 134 152,4	-690 068,7	531 542,6	1 628 356,7	-1 096 814,1
1.B 131000_1_B_N_AL_	----- Rémunération des salariés	138 943,4	20 398,5	118 544,9	148 669,4	21 291,7	127 377,7
1.B 300000_3_B_N_AL_	----- Revenus des investissements	293 681,5	1 113 362,8	-819 681,3	370 391,8	1 606 601,8	-1 236 209,9
1.B 310000_3_B_N_AL_	----- Investissements directs	172 233,8	537 764,0	-365 530,2	202 627,0	715 439,4	-512 812,4
1.B 310000_3E_B_N_AL_	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	163 561,9	378 533,2	-214 971,3	188 503,6	425 043,2	-236 539,6
1.B 310000_3D_B_N_AL_	----- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	161 513,0	279 861,3	-118 348,3	186 211,8	367 329,5	-181 117,7
1.B 311110_3D_B_N_AL_	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	154 244,9	253 834,2	-99 589,3	180 062,0	336 106,5	-156 044,5
1.B 311120_3D_B_N_AL_	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	14 835,4	-14 835,4	0,0	17 631,8	-17 631,8
1.B 311130_3D_B_N_AL_	----- Entre entreprises soeurs	7 268,1	11 191,7	-3 923,6	6 149,8	13 591,2	-7 441,4
1.B 311131_3D_B_N_AL_	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 311132_3D_B_N_AL_	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 311133_3D_B_N_AL_	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 310000_3R_B_N_AL_	----- Bénéfices réinvestis	2 048,9	98 671,9	-96 623,0	2 291,8	57 713,7	-55 421,9
1.B 310000_3T_B_N_AL_	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 31100z_3_B_N_AL_	----- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 310000_3I_B_N_AL_	----- Intérêts	8 671,9	159 230,8	-150 558,9	14 123,4	290 396,2	-276 272,8
1.B 312100_3I_B_N_AL_	----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	7 689,6	154 453,9	-146 764,3	12 071,4	284 807,2	-272 735,9
1.B 312200_3I_B_N_AL_	----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	95,5	-95,5	0,0	111,7	-111,7
1.B 312300_3I_B_N_AL_	----- Entre entreprises soeurs	982,3	4 681,4	-3 699,1	2 052,0	5 477,2	-3 425,2
1.B 312310_3I_B_N_AL_	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 312320_3I_B_N_AL_	----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 312330_3I_B_N_AL_	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 310000_3F_B_N_AL_	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B 320000_3_B_N_AL_	----- Investissements de portefeuille	93 179,9	104 054,5	-10 874,6	110 725,7	124 420,8	-13 695,0
1.B 320000_3E_B_N_AL_	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	13 993,9	33 225,0	-19 231,1	15 185,2	43 022,4	-27 837,1
1.B 321100_3D_B_N_AL_	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	12 458,6	28 975,6	-16 517,0	13 542,5	40 536,9	-26 994,4
1.B 321200_3P_B_N_AL_	----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	1 535,3	4 249,4	-2 714,1	1 642,7	2 485,5	-842,7
1.B 321200_3D_B_N_AL_	----- Dividendes	447,8	0,0	447,8	479,1	0,0	479,1
1.B 321200_3R_B_N_AL_	----- Bénéfices réinvestis	1 087,5	4 249,4	-3 161,9	1 163,6	2 485,5	-1 321,9
1.B 320000_3I_B_N_AL_	----- Intérêts	79 186,0	70 829,5	8 356,5	95 540,5	81 398,4	14 142,1
1.B 320000_3I_B_N_ST_	----- À court terme	33 654,1	111,9	33 542,1	42 551,2	152,7	42 398,5
1.B 320000_3I_B_N_LT_	----- À long terme	45 532,0	70 717,6	-25 185,6	52 989,2	81 245,7	-28 256,5

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.B. 340000_3_B_N_AL_2.3 E	----- Autres investissements	28 267,8	471 544,3	-443 276,4	57 039,1	766 741,6	-709 702,5
1.B. 340000_3D_B_N_AL_2.3 1_E	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 340000_3I_B_N_AL_2.3 2_E	----- Intérêts	28 267,8	471 544,3	-443 276,4	57 039,1	766 741,6	-709 702,5
1.B. 340000_3F_B_N_AL_2M 2_E	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 340000_3P_B_N_AL_2.3 3_E	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 350000_3_B_N_AL_2.4 E	----- Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 350000_3E_B_N_AL_2.4 1_E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 350000_3I_B_N_AL_2.4 2_E	----- Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 350000_3F_B_N_AL_2M 2_E	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 132000_1_B_N_AL_3 E	----- Autre revenu primaire	11 458,9	391,2	11 067,7	12 481,3	463,2	12 018,1
1.B. 132100_1_B_N_AL_3.1 E	----- Taxes sur la production et importations	9 833,8	0,0	9 833,8	10 709,0	0,0	10 709,0
1.B. 132200_1_B_N_AL_3.2 E	----- Subventions à la production	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B. 132300_1_B_N_AL_3.3 E	----- Loyers	1 625,1	391,2	1 233,9	1 772,3	463,2	1 309,1
1.C 140000_2_B_AL_AL E	--- Revenu secondaire	2 160 535,5	342 464,7	1 818 070,9	2 637 554,8	360 678,3	2 276 876,6
1.C 140000_2_B_GG_AL_1 E	----- Administrations publiques	99 396,5	82 895,6	16 500,9	30 349,2	83 728,5	-53 379,3
1.C 141000_2_B_GG_AL_1.1 E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	15 876,1	0,0	15 876,1	19 002,8	0,0	19 002,8
1.C 14100z_2_B_GG_AL_1 E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C 142000_2_B_GG_AL_1.2 E	----- Cotisations sociales	155,8	13 046,5	-12 890,7	166,7	13 617,8	-13 451,1
1.C 14200z_2_B_GG_AL_1.2 E	----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C 143000_2_B_GG_AL_1.3 E	----- Prestations Sociales (Débit)	0,0	22 143,4	-22 143,4	0,0	23 113,1	-23 113,1
1.C 144000_2_B_GG_AL_1.4 E	----- Coopération internationale courante	74 569,6	47 705,7	26 863,9	75,0	46 997,6	-46 922,6
1.C 145000_2_B_GG_AL_1.5 E	----- Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	8 794,9	0,0	8 794,9	11 104,7	0,0	11 104,7
1.C 14500z_2_B_GG_AL_1.5 E	----- Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C 140000_2_B_OS_AL_2 E	----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 061 139,1	259 569,1	1 801 569,9	2 607 205,6	276 949,7	2 330 255,9
1.C 146000_2_B_OS_AL_2.1 E	----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	1 842 803,3	185 582,5	1 657 220,8	2 340 220,1	200 372,4	2 139 847,7
1.C 14600z_2_B_OS_AL E	----- Envois de fonds des travailleurs	1 842 803,3	185 582,5	1 657 220,8	2 340 220,1	200 372,4	2 139 847,7
1.C 147000_2_B_OS_AL_2.2 E	----- Autres transferts courants	218 335,8	73 986,7	144 349,1	266 985,5	76 577,3	190 408,2
1.C 141000_2_B_OS_AL_2.0 1_E	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C 142000_2_B_OS_AL_2.0 2_E	----- Cotisations sociales	823,3	10 008,0	-9 184,7	880,9	10 446,3	-9 565,3
1.C 143000_2_B_OS_AL_2.0 3_E	----- Prestations sociales	7 569,0	61,3	7 507,7	8 098,8	64,0	8 034,8
1.C 148000_2_B_OS_AL_2.0 4_E	----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 963,3	17 160,2	-15 196,9	2 073,2	18 052,5	-15 979,3
1.C 149000_2_B_OS_AL_2.0 5_E	----- Indemnités d'assurance dommage	2 116,1	5 204,4	-3 088,3	16 306,8	5 423,0	10 883,8
1.C 144000_2_B_OS_AL_2.0 6_E	----- Coopération internationale courante	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C 145000_2_B_OS_AL_2.0 7_E	----- Transferts courants divers	205 864,1	41 552,8	164 311,3	239 625,8	42 591,6	197 034,2
1.C 14500z_2_B_OS_AL_2.0 7.1 E	----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C 14A000_2_B_OS_AL_3 E	----- Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
2,0	200000_2_B_AL_AL_E . Compte de capital	176 543,2	10 964,6	165 578,6	207 597,5	20 906,0	186 691,5
2.1	210000_2_B_AL_AL_E . . . Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	0,0	3 127,1	-3 127,1	0,0	3 217,8	-3 217,8
2.2	220000_2_B_AL_AL_E . . . Transferts de capital	176 543,2	7 837,6	168 705,6	207 597,5	17 688,2	189 909,3
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E Administration publique	114 018,6	0,0	114 018,6	128 030,0	0,0	128 030,0
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E Autres transferts de capital	114 018,6	0,0	114 018,6	128 030,0	0,0	128 030,0
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	62 524,6	7 837,6	54 687,1	79 567,5	17 688,2	61 879,3
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E Autres transferts de capital	62 524,6	7 837,6	54 687,1	79 567,5	17 688,2	61 879,3
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4,0	019000_B_B_AL_AL_E . Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	7 008 988,0	10 526 403,1	-3 517 415,2	8 433 192,4	10 491 164,2	-2 057 971,7
3,0	300000_4_N_AL_AL_E . Compte financier	1 090 926,4	4 601 590,7	-3 510 664,4	1 291 633,7	3 342 517,2	-2 050 883,5
5,0	300000_4_N_AL_AL_E . Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 090 926,4	4 601 590,7	-3 510 664,4	1 291 633,7	3 342 517,2	-2 050 883,5
3.1	310000_4_N_AL_AL_E . . . Investissement direct	42 907,6	2 905 467,1	-2 862 559,5	49 144,1	2 012 260,8	-1 963 116,8
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E Titres de participation et parts de fonds de placement	38 195,1	343 399,7	-305 204,7	44 037,9	317 667,4	-273 629,5
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	36 146,2	244 727,8	-208 581,7	41 746,1	259 953,7	-218 207,6
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	31 887,8	242 304,8	-210 417,0	37 604,5	257 264,8	-219 660,3
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	2 038,7	1 575,0	463,8	1 728,8	1 756,9	-28,1
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E Entre entreprises soeurs	2 219,6	848,1	1 371,6	2 412,7	932,0	1 480,8
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E Réinvestissement des bénéfices	2 048,9	98 671,9	-96 623,0	2 291,8	57 713,7	-55 421,9
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_AL_AL_E Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.1. 312000_4_N_AL_AL_2	----- Instruments de dette	4 712,6	2 562 067,4	-2 557 354,8	5 106,2	1 694 593,4	-1 689 487,3
3.1. 312100_4_N_AL_AL_2.1	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	3 107,9	2 547 108,4	-2 544 000,4	3 404,1	1 681 631,0	-1 678 226,9
3.1. 312200_4_N_AL_AL_2.2	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 047,7	13 463,1	-12 415,5	1 090,1	11 560,0	-10 469,9
3.1. 312300_4_N_AL_AL_2.3	----- Entre entreprises soeurs	557,0	1 495,9	-938,9	612,0	1 402,4	-790,4
3.1. 312310_4_N_AL_AL_2.3.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 312320_4_N_AL_AL_2.3.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 312330_4_N_AL_AL_2.3.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 31200z_4_N_AL_AL_2.0	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 31201z_4_N_AL_AL_2.0.1	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 31202z_4_N_AL_AL_2.0.2	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 31203z_4_N_AL_AL_2.0.3	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 31213z_4_N_AL_AL_2.0.1	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 31223z_4_N_AL_AL_2.0.2	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1. 31233z_4_N_AL_AL_2.0.3	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 320000_4_N_AL_AL_2	--- Investissements de portefeuille	-20 251,1	105 975,1	-126 226,2	-39 550,7	411 843,7	-451 394,4
3.2. 321000_4_N_AL_AL_1	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	1 713,7	5 248,1	-3 534,4	2 128,8	7 022,0	-4 893,2
3.2. 321000_4_N_CB_AL_1.1	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 321000_4_N_GG_AL_1.3	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 321000_4_N_DT_AL_1.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	135,0	0,0	135,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 321000_4_N_OS_AL_1.4	----- Autres secteurs	1 578,7	5 248,1	-3 669,4	2 128,8	7 022,0	-4 893,2
3.2. 321000_4_N_FC_AL_1.4.1	----- Autres sociétés financières	120,0	609,2	-474,2	544,6	2 239,2	-1 694,6
3.2. 321000_4_N_NC_AL_1.4.2	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 458,7	4 638,9	-3 180,2	1 584,1	4 782,7	-3 198,6
3.2. 321100_4_N_AL_AL_1.0.1	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 321110_4_N_AL_AL_1.0.1.1	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 321120_4_N_AL_AL_1.0.1.2	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 321200_4_N_AL_AL_1.0.2	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 321200_4R_N_AL_A_1.0.2.1	----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 32120z_4_N_AL_AL_1.0.2.2	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 322000_4_N_AL_AL_2	----- Titres de créance	-21 964,8	100 726,9	-122 691,7	-41 679,4	404 821,8	-446 501,2
3.2. 322000_4_N_CB_AL_2.1	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 322000_4_N_CB_ST_2.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 322000_4_N_CB_LT_2.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 322000_4_N_MA_AL_2.1.9	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 322000_4_N_MA_ST_2.1.1.1	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 322000_4_N_MA_LT_2.1.1.2	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 322000_4_N_DT_AL_2.2	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-37 094,0	0,0	-37 094,0	-55 470,0	0,0	-55 470,0

Code SDMX		Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.2. 2.2. 1	322000_4_N_DT_ST _E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2. 2.2. 2	322000_4_N_DT_LT _E	----- À long terme	-37 094,0	0,0	-37 094,0	-55 470,0	0,0	-55 470,0
3.2. 2.3	322000_4_N_GG_AL _E	----- Administrations publiques	0,0	126 953,5	-126 953,5	0,0	507 106,1	-507 106,1
3.2. 3.2.	322000_4_N_GG_ST _E	----- À court terme	0,0	-55 350,7	55 350,7	0,0	11 928,4	-11 928,4
3.2. 2.3. 2	322000_4_N_GG_LT _E	----- À long terme	0,0	182 304,2	-182 304,2	0,0	495 177,6	-495 177,6
3.2. 2.4	322000_4_N_OS_AL _E	----- Autres secteurs	15 129,2	-26 226,6	41 355,8	13 790,6	-102 284,3	64 133,0
3.2. 2.4. 0.1	322000_4_N_OS_ST _E	----- À court terme	6 160,7	461,2	5 699,5	6 560,0	476,9	6 083,1
3.2. 2.4. 0.2	322000_4_N_OS_LT _E	----- À long terme	8 968,5	-26 687,8	35 656,3	7 230,6	-50 819,3	58 049,9
3.2. 2.4. 1	322000_4_N_FC_AL _E	----- Autres sociétés financières	9 642,0	773,4	8 868,6	7 776,6	-51 142,2	6 976,9
3.2. 2.4. 1.1	322000_4_N_FC_ST _E	----- À court terme	673,5	461,2	212,3	546,0	476,9	69,1
3.2. 2.4. 1.2	322000_4_N_FC_LT _E	----- À long terme	8 968,5	312,2	8 656,3	7 230,6	322,8	6 907,8
3.2. 2.4. 2	322000_4_N_NC_AL _E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 487,2	-27 000,0	32 487,2	6 014,0	-51 142,2	57 156,1
3.2. 2.4. 2.1	322000_4_N_NC_ST _E	----- À court terme	5 487,2	0,0	5 487,2	6 014,0	0,0	6 014,0
3.2. 2.4. 2.2	322000_4_N_NC_LT _E	----- À long terme	0,0	-27 000,0	27 000,0	0,0	-51 142,2	51 142,2
3.3. E	330000_4_N_AL_AL E	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 1	330000_4_N_CB_AL E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 1.9	330000_4_N_MA_AL E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 2	330000_4_N_DT_AL E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 3	330000_4_N_GG_AL E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 4	330000_4_N_OS_AL E	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 4.1	330000_4_N_FC_AL E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 4.2	330000_4_N_NC_AL E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 0.1	331000_4_N_AL_AL E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 0.1. 1	331100_4_N_AL_AL _E	----- Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 0.1. 2	331200_4_N_AL_AL _E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3. 0.2	332000_4_N_AL_AL E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4 3.4.1 2	340000_4_N_AL_AL _E ----- Autres investissements	472 895,3	1 590 148,5	-1 117 253,2	1 284 235,3	918 412,7	365 822,7
3.4.1 1	341000_4_N_AL_AL _E ----- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2 2	342000_4_N_AL_AL _E ----- Monnaie fiduciaire et dépôts	182 112,7	-144 943,3	327 056,0	9 292,1	-28 280,2	37 572,3
3.4.2.1 2	342000_4_N_CB_AL _E ----- Banque centrale	0,0	9 723,7	-9 723,7	0,0	-27 809,2	27 809,2
3.4.2.1 9	342000_4_N_CB_ST _E ----- À court terme	0,0	9 723,7	-9 723,7	0,0	-27 809,2	27 809,2
3.4.2.1 2	342000_4_N_CB_LT _E ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1 9	342000_4_N_MA_AL _E ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1 9.1	342000_4_N_MA_ST _E ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1 9.2	342000_4_N_MA_LT _E ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2 0.1	342000_4_N_DT_AL _E ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	95 745,0	-154 667,0	250 412,0	-92 507,0	-471,0	-92 036,0
3.4.2.2 0.1	342000_4_N_DT_AL _E ----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2 1	342000_4_N_DT_ST _E ----- À court terme	97 522,7	-174 337,0	271 859,7	-92 733,0	1 707,0	-94 440,0
3.4.2.2 2	342000_4_N_DT_LT _E ----- À long terme	-1 777,7	19 670,0	77 852,7	226,0	-2 178,0	2 404,0
3.4.2.3 1	342000_4_N_GG_AL _E ----- Administrations publiques	1 523,8	0,0	1 523,8	10 044,9	0,0	10 044,9
3.4.2.3 1	342000_4_N_GG_ST _E ----- À court terme	1 523,8	0,0	1 523,8	10 044,9	0,0	10 044,9
3.4.2.3 2	342000_4_N_GG_LT _E ----- À long terme	0,0	0,0	0,0			0,0
3.4.2.4 0.1	342000_4_N_OS_AL _E ----- Autres secteurs	84 843,9	0,0	84 843,9	91 754,1	0,0	91 754,1
3.4.2.4 0.1	342000_4_N_OS_ST _E ----- À court terme	82 390,3	0,0	82 390,3	89 104,3	0,0	89 104,3
3.4.2.4 0.2	342000_4_N_OS_LT _E ----- À long terme	2 453,6	0,0	2 453,6	2 649,9	0,0	2 649,9
3.4.2.4 1	342000_4_N_FC_AL _E ----- Autres sociétés financières	20 456,0	0,0	20 456,0	22 215,2	0,0	22 215,2
3.4.2.4 1.1	342000_4_N_FC_ST _E ----- À court terme	20 456,0	0,0	20 456,0	22 215,2	0,0	22 215,2
3.4.2.4 1.2	342000_4_N_FC_LT _E ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4 2	342000_4_N_NC_AL _E ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	64 387,9	0,0	64 387,9	69 538,9	0,0	69 538,9
3.4.2.4 2.1	342000_4_N_NC_ST _E ----- À court terme	61 934,3	0,0	61 934,3	66 889,0	0,0	66 889,0
3.4.2.4 2.2	342000_4_N_NC_LT _E ----- À long terme	2 453,6	0,0	2 453,6	2 649,9	0,0	2 649,9

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4. 343000_4_N_AL_AL 3_E	----- Prêts	23 128,7	3 936 296,8	-3 913 168,1	100 085,1	3 239 508,3	-3 139 423,2
3.4. 343000_4_N_CB_AL 3.1_E	----- Banque centrale	0,0	372 098,7	-372 098,7	0,0	-82 866,1	82 866,1
3.4. 34300z_4_N_CB_AL 3.1.1_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	372 098,7	-372 098,7	0,0	-82 866,1	82 866,1
3.4. 343000_4_N_CB_ST 3.1.2_E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 343000_4_N_CB_LT 3.1.3_E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 343000_4_N_MA_AL 3.1.9_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 34300z_4_N_MA_AL 3.1.9.1_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 343000_4_N_MA_ST 3.1.9.2_E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 343000_4_N_MA_LT 3.1.9.3_E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 343000_4_N_DT_AL 3.2_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-24 724,0	31 027,0	-55 751,0	50 001,0	136 730,0	-86 729,0
3.4. 343000_4_N_DT_ST 3.2.1_E	----- À court terme	-48 754,0	22 218,0	-70 972,0	39 902,0	136 734,0	-96 832,0
3.4. 343000_4_N_DT_LT 3.2.2_E	----- À long terme	24 030,0	8 809,0	15 221,0	10 099,0	-4,0	10 103,0
3.4. 343000_4_N_GG_AL 3.3_E	----- Administrations publiques	0,0	2 371 995,8	-2 371 995,8	0,0	1 632 218,6	-1 632 218,6
3.4. 34300z_4_N_GG_AL 3.3.1_E	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 343000_4_N_GG_ST 3.3.2_E	----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 343000_4_N_GG_LT 3.3.3_E	----- Autres à long terme	0,0	2 371 995,8	-2 371 995,8	0,0	1 632 218,6	-1 632 218,6
3.4. 343000_4_N_OS_AL 3.4_E	----- Autres secteurs	47 852,7	1 161 175,2	-1 113 322,5	50 084,1	1 553 425,8	-1 503 341,7
3.4. 343000_4_N_OS_ST 3.4.0.1_E	----- À court terme	9 178,9	352 290,6	-343 111,7	9 475,7	828 678,6	-819 203,0
3.4. 343000_4_N_OS_LT 3.4.0.2_E	----- À long terme	38 673,8	808 884,6	-770 210,8	40 608,4	724 747,2	-684 138,8
3.4. 343000_4_N_FC_AL 3.4.1_E	----- Autres sociétés financières	26 730,8	691 353,1	-664 622,3	27 712,2	726 377,2	-698 664,9
3.4. 343000_4_N_FC_ST 3.4.1.1_E	----- À court terme	382,6	974,6	-592,0	415,5	15 349,1	-14 933,6
3.4. 343000_4_N_FC_LT 3.4.1.2_E	----- À long terme	26 348,2	690 378,5	-664 030,3	27 296,7	711 028,1	-683 731,3
3.4. 343000_4_N_NC_AL 3.4.2_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	21 121,9	469 822,2	-448 700,3	22 371,8	827 048,7	-804 676,8
3.4. 343000_4_N_NC_ST 3.4.2.1_E	----- À court terme	8 796,3	351 316,0	-342 519,7	9 060,2	813 329,5	-804 269,4
3.4. 343000_4_N_NC_LT 3.4.2.2_E	----- À long terme	12 325,6	118 506,1	-106 180,5	13 311,6	13 719,1	-407,5

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4. 344000_4_N_AL_AL 4 E	----- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344000_4_N_CB_AL 4.1 E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344000_4_N_MA_AL 4.1. 9 E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344000_4_N_DT_AL 4.2 E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344000_4_N_GG_AL 4.3 E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344000_4_N_OS_AL 4.4 E	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344000_4_N_FC_AL 4.4. 1 E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344000_4_N_NC_AL 4.4. 2 E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344100_4_N_AL_AL 4.0. 1 E	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344200_4_N_AL_AL 4.0. 2 E	----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344300_4_N_AL_AL 4.0. 3 E	----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344400_4_N_AL_AL 4.0. 4 E	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344500_4_N_AL_AL 4.0. 5 E	----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 344600_4_N_AL_AL 4.0. 6 E	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_AL_AL 5 E	----- Crédits commerciaux et avances	263 358,4	-1 073 443,6	1 336 802,0	1 160 545,2	-1 051 974,8	2 212 520,0
3.4. 345000_4_N_CB_AL 5.1 E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_CB_ST 5.1. 1 E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_CB_LT 5.1. 2 E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_MA_AL 5.1. 9 E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_MA_ST 5.1. 9.1 E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_MA_LT 5.1. 9.2 E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_DT_AL 5.2 E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_DT_ST 5.2. 1 E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_DT_LT 5.2. 2 E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_GG_AL 5.3 E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_GG_ST 5.3. 1 E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_GG_LT 5.3. 2 E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_OS_AL 5.4 E	----- Autres secteurs	263 358,4	-1 073 443,6	1 336 802,0	1 160 545,2	-1 051 974,8	2 212 520,0
3.4. 345000_4_N_OS_ST 5.4. 0.1 E	----- À court terme	208 864,0	-483 049,6	691 913,6	759 124,4	-787 331,0	1 546 455,5
3.4. 345000_4_N_OS_LT 5.4. 0.2 E	----- À long terme	54 494,4	-590 394,0	644 888,4	401 420,8	-264 643,8	666 064,6
3.4. 345000_4_N_FC_AL 5.4. 1 E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_FC_ST 5.4. 1.1 E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_FC_LT 5.4. 1.2 E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 345000_4_N_NC_AL 5.4. 2 E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	263 358,4	-1 073 443,6	1 336 802,0	1 160 545,2	-1 051 974,8	2 212 520,0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4. 5.4. 2.1	345000_4_N_NC_ST À court terme	208 864,0	-483 049,6	691 913,6	759 124,4	-787 331,0	1 546 455,5
3.4. 5.4. 2.2	345000_4_N_NC_LT À long terme	54 494,4	-590 394,0	644 888,4	401 420,8	-264 643,8	666 064,6
3.4. 6	346000_4_N_AL_AL Autres comptes à recevoir/ à payer	4 295,5	-1 127 761,3	1 132 056,8	14 312,9	-1 240 840,6	1 255 153,6
3.4. 6.1	346000_4_N_CB_AL Banque centrale	0,0	237 051,5	-237 051,5	0,0	-206 358,3	206 358,3
3.4. 6.1.	346000_4_N_CB_ST A court terme	0,0	237 051,5	-237 051,5	0,0	-206 358,3	206 358,3
3.4. 6.1. 2	346000_4_N_CB_LT À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.1. 9	346000_4_N_MA_AL Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.1. 9.1	346000_4_N_MA_ST À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.1. 9.2	346000_4_N_MA_LT À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.2	346000_4_N_DT_AL Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 828,0	15 864,0	-14 036,0	-124,0	-8 519,0	8 395,0
3.4. 6.2. 1	346000_4_N_DT_ST À court terme	1 828,0	15 864,0	-14 036,0	-124,0	-8 519,0	8 395,0
3.4. 6.2. 2	346000_4_N_DT_LT À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.3	346000_4_N_GG_AL Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.3. 1	346000_4_N_GG_ST À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.3. 2	346000_4_N_GG_LT À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4. 6.4	346000_4_N_OS_AL Autres secteurs	2 467,5	-1 380 676,8	1 383 144,3	14 436,9	-1 025 963,3	1 040 400,3
3.4. 6.4. 0.1	346000_4_N_OS_ST À court terme	4 951,2	-358 251,0	363 202,2	17 638,2	-350 186,5	367 824,6
3.4. 6.4. 0.2	346000_4_N_OS_LT À long terme	-2 483,7	-1 022 425,8	1 019 942,0	-3 201,2	-675 776,9	672 575,7
3.4. 6.4. 1	346000_4_N_FC_AL Autres sociétés financières	-7 310,3	-18 536,2	11 225,9	-7 939,0	-206 311,8	198 372,8
3.4. 6.4. 1.1	346000_4_N_FC_ST À court terme	8 966,3	-15 277,9	24 244,2	9 737,4	-170 046,1	179 783,5
3.4. 6.4. 1.2	346000_4_N_FC_LT À long terme	-16 276,6	-3 258,3	-13 018,3	-17 676,4	-36 265,7	18 589,3
3.4. 6.4. 2	346000_4_N_NC_AL Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 777,8	-1 362 140,6	1 371 918,4	22 375,9	-819 651,5	842 027,4
3.4. 6.4. 2.1	346000_4_N_NC_ST À court terme	-4 015,1	-342 973,1	338 958,1	7 900,8	-180 140,4	188 041,1
3.4. 6.4. 2.2	346000_4_N_NC_LT À long terme	13 792,9	-1 019 167,5	1 032 960,4	14 475,2	-639 511,1	653 986,3
3.4. 7	347000_4_N_AL_AL Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX		Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2023 Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	2024 Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.5	350000_4_N_AL_AL	. . . Avoirs de réserve	595 374,5	0,0	595 374,5	-2 195,0	0,0	-2 195,0
	E							
3.5.	351000_4_N_AL_AL	 Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1	E							
3.5.	351100_4_N_AL_AL	 Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.1	E							
3.5.	351200_4_N_AL_AL	 Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.2	E							
3.5.	352000_4_N_AL_AL	 Droits de tirage spéciaux	18 317,2	0,0	11 378,5	-141 498,0	0,0	-141 498,0
2	E							
3.5.	353000_4_N_AL_AL	 Position de réserve au FMI	52 908,3	0,0	5 283,3	20 392,7	0,0	20 392,7
3	E							
3.5.	354000_4_N_AL_AL	 Autres avoirs de réserve	524 149,0	0,0	524 149,0	118 910,3	0,0	118 910,3
4	E							
3.5.	354100_4_N_AL_AL	 Monnaie fiduciaire et dépôts	524 149,0	0,0	524 149,0	118 910,3	0,0	118 910,3
4.1	E							
3.5.	354110_4_N_AL_AL	 Créances sur les autorités monétaires	2 669,3	0,0	2 669,3	-2 093,7	0,0	-2 093,7
4.1.	E							
3.5.	354120_4_N_AL_AL	 Créances sur d'autres entités	521 479,7	0,0	521 479,7	121 004,0	0,0	121 004,0
2	E							
3.5.	354200_4_N_AL_AL	 Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2	E							
3.5.	354210_4_N_AL_AL	 Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2.	E							
1	E							
3.5.	354210_4_N_AL_ST	 À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2.	E							
1.1	E							
3.5.	354210_4_N_AL_LT	 À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2.	E							
1.2	E							
3.5.	354220_4_N_AL_AL	 Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2.	E							
2	E							
3.5.	354300_4_N_AL_AL	 Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.3	E							
3.5.	354400_4_N_AL_AL	 Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.4	E							
6,0	400000_5_N_AL_AL	. Erreurs et omissions nettes	-5 918 061,6	-5 924 812,4	6 750,8	-7 141 558,7	-7 148 647,0	7 088,3
	E							

Position extérieure Globale du Sénégal au titre de l'année 2024

en millions de FCFA

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
300000 4 N A	Position extérieure globale nette	9 123 170,9	4 176,3	10 418 995,9	1 291 633,7	29 672 058,1	257 237,2	33 271 827,5	3 342 517,2
310000 4 N A	Investissement direct	612 100,6	0,0	661 244,7	49 144,1	10 331 208,4	0,0	12 343 469,2	2 012 260,8
311000 4 N A	Titres de participation et parts de fonds de placement	505 878,0	0,0	549 915,9	44 037,9	2 870 384,1	0,0	3 188 051,5	317 667,4
311100 4 N A	Titres de participation autres que le réinvestissement	497 387,5	0,0	539 133,6	41 746,1	2 896 511,5	0,0	3 156 465,2	259 953,7
311110 4 N A	Investisseur direct dans des entreprises	442 966,6	0,0	480 571,1	37 604,5	2 867 993,5	0,0	3 125 258,3	257 264,8
311120 4 N A	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	18 745,3	0,0	20 474,1	1 728,8	8 561,0	0,0	10 317,9	1 756,9
311130 4 N A	Entre entreprises sœurs	35 675,6	0,0	38 088,4	2 412,7	19 957,1	0,0	20 889,0	932,0
311131 4 N A	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311132 4 N A	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311133 4 N A	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312000 4 N A	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises	107 833,4	0,0	112 939,6	5 106,2	7 253 516,4	0,0	8 948 109,8	1 694 593,4
312100 4 N A	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises	73 314,6	0,0	76 718,7	3 404,1	6 988 972,3	0,0	8 670 603,3	1 681 631,0
312200 4 N A	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	15 447,5	0,0	16 537,6	1 090,1	209 688,9	0,0	221 248,9	11 560,0
312300 4 N A	Entre entreprises sœurs	19 071,3	0,0	19 683,3	612,0	54 855,2	0,0	56 257,6	1 402,4
312310 4 N A	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312320 4 N A	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312330 4 N A	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31200z 4 N A	Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31201z 4 N A	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31202z 4 N A	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31203z 4 N A	Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31213z 4 N A	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31223z 4 N A	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31233z 4 N A	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
320000 4 N A	Investissements de portefeuille	1 746 884,3	0,0	1 707 348,7	-39 535,7	4 869 353,8	113 893,9	5 395 091,5	411 843,7
321000 4 N A	Titres de participation et parts de fonds de placement	40 447,7	0,0	42 591,5	2 128,8	121 576,0	0,0	128 598,0	7 022,0
321000 4 N C	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000 4 N G	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000 4 N D	Etablissements de dépôts autres que la banque	21 041,0	0,0	21 056,0	0,0	17 258,0	0,0	17 258,0	0,0
321000 4 N O	Autres secteurs	19 406,7	0,0	21 535,5	2 128,8	104 318,0	0,0	111 340,0	7 022,0
321000 4 N F	Autres sociétés financières	4 725,4	0,0	5 270,1	544,6	8 299,2	0,0	10 538,4	2 239,2
321000 4 N N	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	14 681,3	0,0	16 265,4	1 584,1	96 018,8	0,0	100 801,6	4 782,7
321100 4 N A	Titres de participation autres que parts de fonds de	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321110 4 N A	Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321120 4 N A	Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321200 4 N A	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32120z 4 N A	Dont : Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000 4 N A	Titres de créance	1 706 436,6	0,0	1 664 757,2	-41 679,4	4 747 777,8	113 893,9	5 266 493,5	404 821,8
322000 4 N C	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000 4 N D	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000 4 N E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000 4 N F	Autorisations monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000 4 N M	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000 4 N N	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000 4 N D	Etablissements de dépôts autres que la banque	1 528 527,0	0,0	1 473 057,0	-55 470,0	227 181,0	0,0	227 181,0	0,0
322000 4 N D	À court terme	284 745,2	0,0	284 745,2	0,0	138 388,0	0,0	138 388,0	0,0
322000 4 N D	À long terme	1 243 781,8	0,0	1 188 311,8	-55 470,0	88 793,0	0,0	88 793,0	0,0
322000 4 N G	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	4 051 000,0	113 893,9	4 672 000,0	507 106,1
322000 4 N G	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	84 233,2	2 679,1	98 840,7	11 928,4
322000 4 N G	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	3 966 766,8	111 214,9	4 573 159,3	495 177,6
322000 4 N O	Autres secteurs	177 909,6	0,0	191 700,2	13 790,6	469 596,8	0,0	367 312,5	-102 284,3
322000 4 N O	À court terme	78 176,0	0,0	84 736,0	6 560,0	41 854,2	0,0	42 331,1	476,9
322000 4 N O	À long terme	99 733,6	0,0	106 964,2	7 230,6	427 742,6	0,0	376 923,3	-50 819,3
322000 4 N F	Autres sociétés financières	74 496,0	0,0	82 272,6	7 776,6	8 676,5	0,0	-42 465,7	-51 142,2
322000 4 N F	À court terme	5 475,4	0,0	6 021,4	546,0	5 718,2	0,0	6 195,1	476,9
322000 4 N F	À long terme	69 020,6	0,0	76 251,2	7 230,6	2 958,3	0,0	3 281,1	322,8
322000 4 N N	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	103 413,6	0,0	109 427,6	6 014,0	460 920,3	0,0	409 778,1	-51 142,2
322000 4 N N	À court terme	72 700,6	0,0	78 714,6	6 014,0	36 136,0	0,0	36 136,0	0,0
322000 4 N N	À long terme	30 713,0	0,0	30 713,0	0,0	424 784,3	0,0	373 642,1	-51 142,2
330000 4 N A	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000 4 N C	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000 4 N M	Autorisations monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000 4 N D	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000 4 N G	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000 4 N O	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000 4 N F	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000 4 N N	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331000 4 N A	Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331100 4 N A	Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331200 4 N A	Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
332000 4 N A	Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
340000 4 N A	Autres investissements	3 814 321,8	0,0	5 098 557,1	1 284 235,3	14 471 495,8	143 343,3	15 533 266,8	918 412,7
341000 4 N A	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N A	Monnaie fiduciaire et dépôts	824 963,3	0,0	834 255,4	9 292,1	925 136,7	0,0	896 871,5	-28 280,2
342000 4 N C	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	53 229,7	0,0	25 420,5	-27 809,2
342000 4 N D	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	53 229,7	0,0	25 420,5	-27 809,2
342000 4 N C	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N M	Autorisations monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N M	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N M	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N D	Etablissements de dépôts autres que la banque	285 485,0	0,0	192 978,0	-92 507,0	871 907,0	0,0	871 451,0	-471,0
34200z 4 N D	Dont : positions interbancaires	287 438,3	0,0	194 705,3	-92 733,0	814 645,0	0,0	816 366,1	1 707,0
342000 4 N D	À long terme	-1 953,3	0,0	-1 727,3	226,0	57 262,0	0,0	55 084,9	-2 178,0
342000 4 N G	Administrations publiques	26 493,4	0,0	36 538,4	10 044,9	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N G	À court terme	26 493,4	0,0	36 538,4	10 044,9	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N G	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N O	Autres secteurs	512 984,9	0,0	604 739,0	91 754,1	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N O	À court terme	450 062,8	0,0	539 167,1	89 104,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N O	À long terme	62 922,1	0,0	65 572,0	2 649,9	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N F	Autres sociétés financières	60 585,6	0,0	82 800,8	22 215,2	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N F	À court terme	36 248,6	0,0	58 463,8	22 215,2	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N F	À long terme	24 337,0	0,0	24 337,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N N	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	452 399,3	0,0	521 938,2	69 538,9	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N N	À court terme	413 814,2	0,0	480 703,2	66 889,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000 4 N N	À long terme	38 585,1	0,0	41 235,0	2 649,9	0,0	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
343000 4 N A	----- Prêts	716 719.2	0.0	816 804.3	100 085.1	15 108 507.0	132 427.5	18 480 442.8	3 239 508.3
343000 4 N C	----- Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	978 946.4	5 064.7	901 144.9	-82 866.1
34300z 4 N C	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	978 946.4	5 064.7	901 144.9	-82 866.1
343000 4 N C	----- Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000 4 N C	----- Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000 4 N M	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
34300z 4 N M	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000 4 N M	----- Autres prêts à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000 4 N M	----- Autres prêts à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000 4 N D	----- Établissements de dépôts autres que la banque	226 061.0	0.0	276 062.0	50 001.0	156 839.0	0.0	293 569.0	136 730.0
343000 4 N D	----- À court terme	141 441.5	0.0	181 343.5	39 902.0	111 098.8	0.0	247 832.8	136 734.0
343000 4 N D	----- À long terme	84 619.5	0.0	94 718.5	10 099.0	45 740.2	0.0	45 736.2	-4.0
343000 4 N G	----- Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	11 322 243.5	127 362.8	13 081 824.9	1 632 218.6
34300z 4 N G	----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000 4 N G	----- Autres à court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
343000 4 N G	----- Autres à long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	11 322 243.5	127 362.8	13 081 824.9	1 632 218.6
343000 4 N O	----- Autres secteurs	490 658.2	0.0	540 742.3	50 084.1	2 650 478.1	0.0	4 203 904.0	1 553 425.8
343000 4 N O	----- À court terme	102 491.6	0.0	111 967.3	9 475.7	486 425.3	0.0	1 315 104.0	828 678.6
343000 4 N O	----- À long terme	388 166.6	0.0	428 775.0	40 608.4	2 164 052.8	0.0	2 888 800.0	724 747.2
343000 4 N F	----- Autres sociétés financières	240 658.6	0.0	268 370.8	27 712.2	727 005.4	0.0	1 453 382.6	726 377.2
343000 4 N F	----- À court terme	6 898.5	0.0	7 314.0	415.5	4 648.2	0.0	19 997.3	15 349.1
343000 4 N F	----- À long terme	233 760.1	0.0	261 056.8	27 296.7	722 357.2	0.0	1 433 385.3	711 028.1
343000 4 N N	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	249 999.6	0.0	272 371.4	22 371.8	1 923 472.8	0.0	2 750 521.4	827 048.7
343000 4 N N	----- À court terme	95 593.1	0.0	104 653.3	9 060.2	481 777.1	0.0	1 295 106.7	813 329.5
343000 4 N N	----- À long terme	154 406.5	0.0	167 718.1	13 311.6	1 441 695.6	0.0	1 455 414.7	13 719.1
344000 4 N A	----- Régime d'assurance, de pension et de garanties	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344000 4 N C	----- Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344000 4 N M	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344000 4 N D	----- Établissements de dépôts autres que la banque	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344000 4 N G	----- Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344000 4 N O	----- Autres secteurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344000 4 N F	----- Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344000 4 N N	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344100 4 N A	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344200 4 N A	----- Droits à assurance vie et à annuités	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344300 4 N A	----- Droits à pension	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344400 4 N A	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344500 4 N A	----- Droits à prestations autres que des pensions	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
344600 4 N A	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N A	----- Crédits commerciaux et avances	2 033 502.6	0.0	3 194 047.8	1 160 545.2	-1 116 848.9	0.0	-2 168 823.6	-1 051 974.8
345000 4 N C	----- Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N C	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N C	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N M	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N M	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N M	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N D	----- Établissements de dépôts autres que la banque	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N D	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N D	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N G	----- Administrations publiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N G	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N G	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N O	----- Autres secteurs	2 033 502.6	0.0	3 194 047.8	1 160 545.2	-1 116 848.9	0.0	-2 168 823.6	-1 051 974.8
345000 4 N O	----- À court terme	1 234 185.6	0.0	1 993 310.0	759 124.4	-370 739.0	0.0	-1 158 070.0	-787 331.0
345000 4 N O	----- À long terme	799 317.0	0.0	1 200 737.8	401 420.8	-746 109.9	0.0	-1 010 753.6	-264 643.8
345000 4 N F	----- Autres sociétés financières	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N F	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N F	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
345000 4 N N	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 031 955.6	0.0	3 192 500.8	1 160 545.2	-1 118 120.9	0.0	-2 170 095.6	-1 051 974.8
345000 4 N N	----- À court terme	1 234 136.6	0.0	1 993 261.0	759 124.4	-370 739.0	0.0	-1 158 070.0	-787 331.0
345000 4 N N	----- À long terme	797 819.0	0.0	1 199 239.8	401 420.8	-747 381.9	0.0	-1 012 025.6	-264 643.8
346000 4 N A	----- Autres comptes à recevoir/ à payer	239 136.6	0.0	253 449.6	14 312.9	-817 092.6	0.0	-2 057 933.3	-1 240 840.6
346000 4 N C	----- Banque centrale	0.0	0.0	0.0	0.0	507 857.3	0.0	301 499.0	-206 358.3
346000 4 N C	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	507 857.3	0.0	301 499.0	-206 358.3
346000 4 N C	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N M	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N M	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N M	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N D	----- Établissements de dépôts autres que la banque	2 734.0	0.0	2 610.0	-124.0	31 795.0	0.0	23 276.0	-8 519.0
346000 4 N D	----- À court terme	2 734.0	0.0	2 610.0	-124.0	31 795.0	0.0	23 276.0	-8 519.0
346000 4 N D	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N G	----- Administrations publiques	1 051.0	0.0	1 051.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N G	----- À court terme	1 051.0	0.0	1 051.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N G	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
346000 4 N O	----- Autres secteurs	235 351.6	0.0	249 788.6	14 436.9	-1 356 745.0	0.0	-2 382 708.3	-1 025 963.3
346000 4 N O	----- À court terme	144 755.1	0.0	162 393.3	17 638.2	-233 402.1	0.0	-583 588.5	-350 186.5
346000 4 N O	----- À long terme	90 596.5	0.0	87 395.3	-3 201.2	-1 123 342.9	0.0	-1 799 119.8	-675 776.9
346000 4 N F	----- Autres sociétés financières	-131 444.0	0.0	-139 383.0	-7 939.0	-140 486.2	0.0	-346 798.0	-206 311.8
346000 4 N F	----- À court terme	-54 071.8	0.0	-44 334.4	9 737.4	-43 404.3	0.0	-213 450.4	-170 046.1
346000 4 N F	----- À long terme	-77 372.2	0.0	-95 048.6	-17 676.4	-97 081.9	0.0	-133 347.7	-36 265.7
346000 4 N N	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	366 795.6	0.0	389 171.6	22 375.9	-1 216 258.8	0.0	-2 035 910.3	-819 651.5
346000 4 N N	----- À court terme	198 826.9	0.0	206 727.7	7 900.8	-189 997.8	0.0	-370 138.2	-180 140.4
346000 4 N N	----- À long terme	167 968.7	0.0	182 443.9	14 475.2	-1 026 261.0	0.0	-1 665 772.1	-639 511.1
347000 4 N A	----- Droits de tirage spéciaux	0.0	0.0	0.0	0.0	371 793.6	10 915.8	382 709.4	0.0
L AL E									
350000 4 N A	--- Avoirs de réserve	2 949 864.2	4 176.3	2 951 845.5	-2 195.0	0.0	0.0	0.0	0.0
351000 4 N A	----- Or monétaire	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
351100 4 N A	----- Or métal	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
351200 4 N A	----- Comptes en or non affectés	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
352000 4 N A	----- Droits de tirage spéciaux	249 636.2	3 174.9	111 313.1	-141 498.0	0.0	0.0	0.0	0.0
353000 4 N A	----- Position de réserve au FMI	28 861.9	1 001.4	50 256.0	20 392.7	0.0	0.0	0.0	0.0
354000 4 N A	----- Autres avoirs de réserve	2 671 366.1	0.0	2 790 276.4	118 910.3	0.0	0.0	0.0	0.0
354100 4 N A	----- Monnaie fiduciaire et dépôts	2 671 366.1	0.0	2 790 276.4	118 910.3	0.0	0.0	0.0	0.0
354110 4 N A	----- Créances sur les autorités monétaires	4 306.5	0.0	2 212.7	-2 093.7	0.0	0.0	0.0	0.0
354120 4 N A	----- Créances sur d'autres entités	2 667 059.7	0.0	2 788 063.7	121 004.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354200 4 N A	----- Titres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354210 4 N A	----- Titres de créance	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354210 4 N A	----- À court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354210 4 N A	----- À long terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354220 4 N A	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354300 4 N A	----- Dérivés financiers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
354400 4 N A	----- Autres créances	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int